

ATTI PARLAMENTARI

XVIII LEGISLATURA

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XX

n. 8

SENTENZA DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

12 LUGLIO 2018

D'ACUNTO E PIGNATARO, RICORSO N. 6360/13

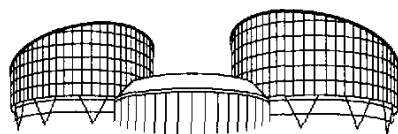
(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

Trasmessa alla Presidenza il 26 ottobre 2018

PAGINA BIANCA

ELENCO DELLE SENTENZE DI CONDANNA EMESSE DALLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO NEI CONFRONTI DELL'ITALIA DIVENUTE DEFINITIVE

N.	Ricorso	Nominativo ricorrente	Data pronuncia	Articoli Convenzione violati
1	n. 24/11	CENTRO DE MARZIO S.R.L.	05.07.2018	Violazione art. 1 Protocollo 1- protezione della proprietà. Ricorso proposto da una società medico-diagnostica convenzionata con il s.s.n. per i danni economici subiti a causa della <i>revoca</i> della convenzione da parte della Regione Puglia.
2	n. 30015/09	CASTELLO DEL POGGIO e altri	05.07.2018	Violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione - diritto a un equo processo. Ricorso riconducibile al filone ripetitivo <i>Silverfunghi s.a.s. e altri c. Italia</i> , avente ad oggetto l'ingerenza del legislatore, sui procedimenti giudiziari pendenti, con norma di interpretazione autentica n. 326/2003, in materia di contributi previdenziali versati ai dipendenti dalle soc. agricole italiane.
3	n. 6360/13	D'ACUNTO E PIGNATARO	12.07.2018	Violazione dell'art. 8 della Convenzione - diritto al rispetto della vita privata e familiare. Ricorso proposto dalla madre e dalla nonna di 2 bambini, riguardante l'allontanamento dei minori dal domicilio familiare e la sospensione della potestà genitoriale.



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

(Requête n° 6360/13)

ARRÊT

STRASBOURG

12 juillet 2018

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.



ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

1

En l'affaire D'Acunto et Pignataro c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en un comité composé de :

Kristina Pardalos, *présidente*,

Ksenija Turković,

Pauliine Koskelo, *juges*,

et de Abel Campos, *greffier de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 19 juin 2018,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 6360/13) dirigée contre la République italienne et dont deux ressortissantes de cet État, M^{mes} Stefania D'Acunto (la première requérante) et Virginia Pignataro (la deuxième requérante), ont saisi la Cour le 23 janvier 2013 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »). La première requérante indique agir aussi au nom et pour le compte de ses enfants, L. et S.

2. Les requérantes ont été représentées par M^e A.G. Lana, avocat à Rome. Elles ont été autorisées à employer la langue italienne dans la procédure écrite (article 34 § 3 du règlement de la Cour). Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M^{me} E. Spatafora, et son ancien coagent, M. G. Mauro Pellegrini.

3. Les requérantes alléguaient en particulier une violation de leur droit au respect de la vie familiale, en raison du placement en établissement des deux enfants de la première requérante, petits-enfants de la deuxième.

4. Le 12 septembre 2013, la requête a été communiquée au Gouvernement. Le Gouvernement ne s'est opposé à l'examen de la requête par un comité.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

5. La première requérante est née en 1963 ; la deuxième requérante, mère de la première, est née en 1931. La première requérante a deux enfants, L. et S., nés respectivement le 9 août 2000 et le 18 mai 2005. Les requérantes résident à Rome.



6. Les faits de la cause, tels qu'ils ont été exposés par les requérantes, peuvent se résumer comme suit.

A. Sur le placement des enfants

7. Le 8 juillet 2007, une vétérinaire effectua une visite sanitaire de deux petits buffles se trouvant sur la propriété de la première requérante. À cette occasion, elle constata que les enfants de celle-ci vivaient parmi un nombre élevé de chiens, de chats et d'autres animaux et que les conditions d'hygiène paraissaient précaires. Le lendemain, elle signala aux autorités compétentes l'absence d'un espace de jeu pour les enfants, des risques pour la sécurité de ceux-ci et des excès de colère de la première requérante à l'égard de L.

8. Le 13 juillet 2007, lors de l'inspection des forces de l'ordre et des services sanitaires et sociaux de la ville de Grottaferrata, il fut constaté que la maison n'était pas habitable. Les enfants furent alors conduits au service de pédiatrie de l'hôpital de Marino pour un contrôle de leur état de santé. Les résultats montrèrent qu'ils étaient en bon état de santé et que le rapport affectif existant entre eux et leur mère était positif. À l'issue de la visite médicale, les services sociaux et la première requérante se mirent d'accord sur le placement volontaire des enfants chez M^{me} P., une proche à laquelle la première requérante avait auparavant confié L., en particulier lors de la naissance de S. Les services sociaux informèrent la première requérante que le placement était provisoire et pris en l'absence de l'exercice de toute forme de coercition. En parallèle, le maire de Grottaferrata ordonna la remise en état de l'habitation familiale dans un délai de dix jours afin que des conditions hygiéniques et sanitaires propices à l'accueil des enfants pussent être garanties.

9. Le 30 juillet 2007, à la suite d'un désaccord survenu avec M^{me} P. au sujet du désir de L. de se faire couper les cheveux (ceux-ci lui arrivant jusqu'au dos), la première requérante retira les enfants de l'habitation de celle-ci.

10. Le 31 juillet 2007, la responsable des services sociaux de Grottaferrata informa le procureur de la République près le tribunal pour enfants de Rome de la violation de l'accord de placement volontaire. En outre, elle signala au parquet que la première requérante n'avait pas informé les services sociaux du lieu où ses enfants se trouvaient et qu'elle n'avait pas procédé à la remise en état de son habitation. Par ailleurs, elle sollicita une évaluation des capacités parentales de l'intéressée.

11. Par une décision provisoire en date du 7 septembre 2007 prise en urgence, le tribunal pour enfants de Rome (« le tribunal pour enfants ») ordonna la prise en charge des mineurs et leur placement provisoire dans un établissement d'accueil. Il justifia sa décision en ayant égard à la violation de l'accord de placement volontaire par la première requérante et aux

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

3

conditions sanitaires de l'habitation familiale. Le 18 septembre 2007, les enfants furent conduits à la maison d'accueil de la Congrégation des Sœurs Carmélites du Cœur Divin de Jésus (« la maison d'accueil « Rocca di Papa » »), près de Rome. Le tribunal pour enfants fixa la convocation de la première requérante à l'audience du 8 novembre 2007.

12. À cette audience, la première requérante déclara que les enfants n'avaient pas été reconnus par leurs pères respectifs et que ces derniers ne participaient pas à leur entretien et n'étaient pas en contact avec eux.

13. Entendue le 9 avril 2008, la deuxième requérante indiqua que les relations avec sa fille étaient complexes. Elle déclara aussi que celle-ci empêchait le père de L. de s'occuper de son fils.

14. Le 14 juillet 2008, le tribunal pour enfants confirma la décision du 7 septembre 2007, estimant que le retour des enfants chez la première requérante n'était pas souhaitable et qu'un placement chez la deuxième requérante n'était pas envisageable à cause du profond conflit l'opposant à sa fille.

15. À une date non précisée, la deuxième requérante demanda au tribunal pour enfants le placement des mineurs à son domicile, en dénonçant les effets du séjour en maison d'accueil, qu'elle qualifiait de déstabilisants. À l'audience du 30 juin 2009, les requérantes demandèrent une expertise sur l'état de santé de la première d'entre elles afin que les capacités parentales de cette dernière fussent démontrées.

16. Le 5 juillet 2009, le tribunal pour enfants constata, d'une part, la persistance du conflit entre les requérantes et, d'autre part, l'attitude hostile de la première requérante à l'égard du personnel de la maison d'accueil (expressions injurieuses, comportements agressifs, nombreux accès non autorisés dans l'établissement), que l'intéressée justifiait comme étant une réaction aux prétendues vexations subies par L. de la part des autres enfants hébergés dans la structure.

17. Le tribunal considéra aussi que l'état des relations entre les requérantes était conflictuel et préjudiciable pour les enfants et que l'état psychologique de la première requérante ne permettait pas de décider le placement des mineurs chez elle. Dès lors, il ordonna :

- le maintien de la garde des enfants aux services sociaux et du placement à la maison d'accueil « Rocca di Papa », considérant que tout transfert pouvant perturber les mineurs ;
- la mise en place de rencontres en milieu protégé, alternativement au bénéfice de la première requérante et de la deuxième requérante, au sein de l'établissement « l'Espace neutre » de Frascati (sans précision sur la fréquence des rencontres), tout en interdisant à la première requérante d'accéder à la maison d'accueil et en lui enjoignant de ne pas se comporter de manière préjudiciable aux enfants au cours des rencontres ;
- la réalisation d'une expertise sur l'état psychologique et les capacités parentales de la première requérante, l'experte judiciaire étant en particulier

chargée d'identifier la meilleure solution pour les mineurs s'agissant de leur bien-être psychique et physique.

18. Le déroulement de l'expertise se fit en plusieurs étapes : le 23 novembre 2009, l'experte entendit la première requérante ; le 1^{er} mars 2010, elle s'entretint avec la deuxième requérante ; et, le 14 avril 2010, elle rencontra les enfants, d'abord seuls, puis en présence des requérantes. Le 19 mai 2010, l'experte rendit ses conclusions au tribunal pour enfants. Dans son rapport d'expertise, elle indiquait notamment que la première requérante souffrait de troubles psychologiques de type « *borderline* », présentant une personnalité fragile, caractérisée par des réactions émotionnelles contrastées et une tendance à la dépression, qu'elle pensait plus à ses animaux qu'à ses enfants et qu'un traitement psychothérapeutique serait en principe inutile, compte tenu de sa difficulté à faire confiance aux autres et à établir des relations personnelles. Elle indiquait aussi que la deuxième requérante avait une attitude hostile à l'égard des autres et qu'elle était incapable d'assumer sa part de responsabilité dans la situation litigieuse existant avec sa fille. Elle précisait que la relation des requérantes était hautement conflictuelle, ce qui avait des répercussions sur le bien-être des enfants, en particulier sur celui de L.

L'experte indiquait en outre que les mineurs essayaient d'apaiser les querelles entre les requérantes : elle soulignait en particulier que L. jouait un rôle de médiateur, cherchant à convaincre sa mère et sa grand-mère de se réconcilier, et que, face à son échec, des crises d'agressivité survenaient. L'experte concluait que L. avait des besoins auxquels ni la première ni la deuxième requérante ne savaient répondre et que S. pouvait réussir à s'adapter dans une famille d'accueil ou d'adoption.

19. Le 7 juin 2010, une experte choisie par la première requérante présenta ses conclusions. Cette experte confirma l'existence du conflit entre les requérantes et ajouta que celles-ci avaient tissé, individuellement, une relation complice et profonde avec les enfants. Elle estima que les enfants étaient lucides au sujet du conflit entre les deux adultes et conclut que leur séparation d'avec leur famille était extrêmement préjudiciable à leur bien-être.

20. Le 24 juillet 2010, le procureur de la République près le tribunal pour enfants demanda, à la lumière du rapport d'expertise du 19 mai 2010, la poursuite de l'activité de soutien à la première requérante en vue d'un rapprochement entre celle-ci et les enfants fondé sur une alternance entre des périodes de placement en maison d'accueil et des séjours avec la première requérante.

21. Le 7 octobre 2010, la psychothérapeute de l'établissement « l'Espace neutre » de Frascati informa la municipalité de son intention de suspendre les rencontres jusqu'à la mise en place d'un soutien neuropsychiatrique au bénéfice des enfants.

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

5

22. Le 14 juin 2011, le tribunal pour enfants entendit L., qui répondit favorablement à la proposition de placement en famille d'accueil.

23. Le 17 novembre 2011, l'équipe de « l'Espace neutre » de Frascati rédigea un rapport sur les rencontres organisées entre la première requérante et les enfants. Ce rapport faisait état d'un changement d'attitude de la première requérante, qui se montrait plus conciliante et encline à suivre les prescriptions encadrant les rencontres et les propositions visant à l'apaisement du conflit avec sa mère. Selon le rapport, cette « alliance positive » entre les membres de l'équipe de « l'Espace neutre » et la première requérante avait permis à celle-ci de prendre conscience de ses difficultés à s'occuper des enfants et de l'état de délabrement de sa maison. Toujours selon ce rapport, la relation avec les enfants était évaluée positivement, l'existence de liens affectifs forts et authentiques entre mère et enfants étant soulignée.

24. Le 20 janvier 2012, L. écrivit au tribunal pour enfants pour solliciter un placement en famille d'accueil.

25. Par une décision du 8 février 2012, le tribunal pour enfants chargea les services sociaux de trouver en urgence une famille d'accueil. Il considéra en effet que le placement des mineurs en maison d'accueil ne répondait plus aux besoins de ces derniers et que, s'agissant des requérantes, aucun changement significatif ne permettait de se prononcer en faveur du retour des enfants auprès de la première requérante ou de leur placement chez la deuxième requérante.

26. Le 3 mars 2012, les requérantes firent appel de la décision susmentionnée devant la cour d'appel de Rome, demandant la suspension de ladite décision en urgence et l'attribution de la garde des enfants à la première requérante ou, à titre subsidiaire, le placement de ceux-ci chez la deuxième requérante. Entre autres motifs d'appel, elles critiquaient le constat du tribunal pour enfants quant à un présumé déséquilibre psychique de la première requérante, estimant qu'un tel déséquilibre ne pouvait se déduire de l'expertise judiciaire et ajoutant que ce constat était contredit par les conclusions de l'experte choisie par l'intéressée. Selon les requérantes, les capacités parentales de la première requérante étaient prouvées par la relation établie avec l'équipe de « l'Espace neutre » (paragraphe 23 ci-dessus) et par trois décisions du procureur de la République près le tribunal pour enfants, en date des 14 février 2009, 24 juillet 2010 et 13 mai 2011, portant refus d'ouvrir une procédure de vérification de l'existence d'un état d'abandon des mineurs.

La curatrice nommée par la cour d'appel pour représenter les enfants émit un avis indiquant son opposition à la demande des requérantes.

27. Le 10 juillet 2012, la cour d'appel de Rome (section pour les mineurs) rejeta l'appel. Elle justifia l'urgence de la décision attaquée en relevant que les enfants avaient eux-mêmes sollicité un changement de leur situation afin de trouver un cadre de vie plus stable. Elle nota aussi que,

même si la première requérante avait une attitude moins hostile à l'égard du personnel de la maison d'accueil et même si elle avait récemment changé d'habitation, elle avait besoin de temps pour stabiliser sa situation personnelle. À cet égard, la cour d'appel souligna que la solution adoptée avait un caractère provisoire et qu'elle pouvait permettre, à l'avenir, un retour des enfants au domicile familial.

28. À une date non précisée, les enfants furent confiés à la famille d'accueil sélectionnée.

29. Le 17 septembre 2012, les enfants retournèrent à la maison d'accueil « Rocca di Papa », le placement dans la famille d'accueil choisie ayant échoué. Selon le père de la famille d'accueil, qui était pédiatre, S. avait besoin d'une évaluation neuropsychiatrique, compte tenu de son comportement violent et ingérable, et L. montrait une profonde tristesse en réaction au comportement de sa sœur et à l'échec du projet de placement.

30. Lors des audiences des 25 septembre et 11 octobre 2012, la psychologue de l'« Espace neutre » attribua la responsabilité de l'échec du placement en famille d'accueil à la première requérante. Selon elle, cette dernière avait dénigré la famille d'accueil et donné aux enfants des informations contradictoires et négatives.

31. Le 9 novembre 2012, le tribunal pour enfants rejeta une nouvelle demande de la première requérante visant à l'obtention de la garde des enfants. Le tribunal ne retint pas les motifs sur lesquels la demande était fondée – entre autres la disponibilité d'un nouvel appartement à Rome et l'achat d'une voiture –, et il considéra, au contraire, que ces éléments prouvaient que la première requérante n'avait pas compris que la raison de l'éloignement des mineurs était liée à son incapacité parentale. De plus, le tribunal releva que la première requérante avait créé un blog et publié des photos des mineurs, l'adresse de la maison d'accueil et des extraits des décisions judiciaires.

Le tribunal observa en outre que, d'après les services sociaux, l'intéressée continuait à se comporter de manière préjudiciable au bien-être de ses enfants, ce qui, pour lui, démontrait l'absence de progrès quant à ses capacités parentales. À ce sujet, le tribunal faisait référence à l'expertise du 19 mai 2010. En conséquence, il ordonna la suspension de l'autorité parentale de la première requérante, en désignant un tuteur temporaire des mineurs, ainsi que l'établissement d'une évaluation psychologique des enfants et la prise en charge thérapeutique de ceux-ci. Enfin, il chargea les services sociaux de trouver un nouvel établissement d'accueil, dont l'adresse ne devait pas être communiquée à la première requérante afin d'éviter des interférences telles que celles commises auparavant par cette dernière. Le tribunal ordonna aussi la poursuite des rencontres en milieu protégé, une fois par mois.

32. Le 15 janvier 2013, la première requérante interjeta appel de la décision du 9 novembre 2012 devant la cour d'appel de Rome. Elle

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

7

contestait entre autres la suspension de son autorité parentale, fondée sur l'expertise en date du 19 mai 2010, et sollicitait à cet égard une nouvelle évaluation de son état psychologique afin qu'une réunification familiale fût rendue possible.

33. À partir du mois de mars 2013, les enfants furent placés dans deux structures d'accueil distinctes. D'après les autorités, ces établissements étaient suffisamment proches pour permettre le maintien du lien affectif entre eux. À la même période, les mineurs commencèrent à suivre un parcours psychothérapeutique adapté à leurs âges et besoins respectifs.

34. Le 3 avril 2013, la cour d'appel de Rome rejeta l'appel de la première requérante, considérant que la décision entreprise visait à garantir le déroulement d'un parcours thérapeutique adapté à chacun des enfants. Elle constata en outre que les rencontres continuaient à avoir lieu.

35. Le 18 mars 2014, le tribunal pour enfants convoqua les requérantes, le tuteur et la curatrice des enfants ainsi que les services sociaux de Grottaferrata afin d'évaluer la suspension de l'autorité parentale. À l'issue de l'audience, le tribunal releva que les rapports entre la première et la deuxième requérante avaient radicalement changé et que depuis quelque temps la première requérante habitait chez la deuxième requérante. Il constata en outre que la première requérante avait une attitude constructive à l'égard du personnel des structures d'accueil des enfants et qu'elle prêtait beaucoup d'attention au bien-être de ces derniers et à leur développement en milieu scolaire.

36. Le 10 avril 2014, le tribunal pour enfants ordonna une expertise sur les progrès réalisés par la première requérante, sur l'état des relations entre les requérantes et sur les rapports de ces dernières avec les enfants. De plus, il autorisa les rencontres dans les établissements où les enfants étaient placés, considérant que les exigences justifiant la tenue des rencontres en milieu protégé avaient disparu.

37. Le 17 novembre 2014, l'expert nommé par le tribunal rendit son rapport. Il confirma le diagnostic de personnalité de type « borderline » de la première requérante, en relevant un bon niveau de compensation fonctionnelle grâce au parcours psychothérapeutique suivi. Il indiqua que le rapport entre les requérantes était équilibré, mais que le déclin intellectuel de la deuxième requérante, dû au vieillissement, pouvait représenter un nouveau paramètre qui devrait être pris en considération afin d'éviter tout risque de nouvelles tensions. Quant aux enfants, l'expert suggéra pour L. un suivi très scrupuleux et il estima que pour S. les risques d'un développement de la personnalité en sens oppositional (*in senso oppositivo*) étaient très marqués. S'agissant enfin du lien entre la première requérante et les mineurs, l'expert mentionna l'existence d'une affection sincère, tout en constatant que les modalités relationnelles étaient désordonnées et que les capacités de la première requérante à faire face aux exigences des enfants, qui réclamaient des efforts considérables, pouvaient faire défaut à cette

dernière, en particulier en cas de situations de stress. La Cour n'a pas été informée des suites données à ce rapport d'expertise.

L'expert choisi par la première requérante souscrivit aux conclusions de l'expert judiciaire quant aux progrès réalisés par celle-ci et au rapport mère-enfants. Il indiqua notamment, dans ses propres conclusions, que la première requérante suivait un parcours de psychothérapie et que celui-ci s'était révélé salubre, en particulier après un apaisement des tensions entre l'intéressée et les services sociaux, coïncidant avec le transfert des enfants dans les nouveaux établissements.

38. Le 18 avril 2015, L., alors âgé de 14 ans et 8 mois, quitta soudainement la structure d'accueil qui l'hébergeait pour rejoindre le domicile de la deuxième requérante, où habitait la première requérante.

39. Le 24 avril 2015, le tribunal pour enfants ordonna aux forces de l'ordre de prélever le mineur du domicile de la deuxième requérante et de le reconduire dans la structure d'accueil. En outre, il élaborait un plan de réinsertion progressive des enfants dans la cellule familiale, en prévoyant pour chaque fin de semaine la cohabitation au domicile de la deuxième requérante, sous la supervision des services sociaux. Il enjoignit à la première requérante de se conformer aux instructions des services sociaux et de fixer sa résidence chez la deuxième requérante.

40. Le 20 mai 2015, la structure d'accueil de L. informa le tribunal pour enfants que, depuis la veille, L. avait de nouveau quitté l'établissement pour se rendre chez la deuxième requérante. Dans leur communication, les responsables de la structure indiquaient que le placement forcé du mineur dans l'établissement n'était pas souhaitable.

41. Le 25 mai 2015, le tribunal ordonna le placement des enfants au domicile de la deuxième requérante, en cohabitation avec la première requérante. Il maintint la suspension de l'autorité parentale de cette dernière et ordonna aux différents acteurs impliqués (tuteur, curatrice, services sociaux) de mettre en place un parcours d'assistance éducative à domicile et de poursuivre les thérapies psychologiques en cours. Enfin, il enjoignit à la première requérante d'entamer un parcours de soutien à la parentalité.

B. Sur les plaintes déposées par la première requérante

42. À partir de 2010, la première requérante déposa plusieurs plaintes au sujet de mauvais traitements dont ses enfants auraient été victimes. Elle dénonçait en particulier des violences physiques que L. aurait subies, entre le 2 mai 2008 et le 24 décembre 2012, de la part d'autres mineurs hébergés dans la maison d'accueil « Rocca di Papa ». En outre, elle alléguait que le 15 juillet 2008, S. avait chuté de la couchette supérieure de son lit superposé, ce qui lui aurait causé un hématome du côté gauche de la bouche.

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

9

43. Le commissariat de police de Frascati procéda à des investigations au sujet de ces plaintes.

Dans ce cadre, il entendit le personnel des services sociaux et de la maison d'accueil « Rocca di Papa ». À cette occasion, un ancien éducateur de la maison d'accueil dénonça la sévérité dont les religieuses auraient fait montre envers les enfants hébergés dans cette structure, déclarant que ceux-ci étaient obligés, avant d'aller à l'école, de ranger leur chambre et de balayer et nettoyer entièrement les locaux de la maison d'accueil, et qu'un enfant souffrant d'énurésie nocturne avait été contraint de dormir pendant plus d'un mois sans couverture, malgré la rigueur hivernale. Par ailleurs, deux opératrices de « l'Espace neutre » relatèrent qu'initialement L. et S. se présentaient aux rencontres mal habillés et dans de mauvaises conditions d'hygiène, et que leur situation s'était améliorée par la suite.

Les agents du commissariat procédèrent à l'inspection de la maison d'accueil et relevèrent des irrégularités quant à la présence du personnel et à la tenue du registre de l'établissement.

44. Le 9 juin 2011, le commissariat transmet les résultats de ses investigations au procureur de la République de Velletri, qui ouvrit une enquête préliminaire, ainsi qu'au tribunal pour enfants.

45. La présidente du tribunal pour enfants se rendit à la maison d'accueil « Rocca di Papa ». Elle rencontra chacun des enfants qui y étaient placés, y compris L. et S., en l'absence du personnel de la structure, afin d'obtenir un récit spontané des mineurs. Elle ne releva aucun élément établissant la commission de violences ou faisant naître le soupçon que les mineurs hébergés risquaient de subir des mauvais traitements.

46. La Cour n'a pas été informée des suites données à l'enquête.

II. LE DROIT INTERNE PERTINENT

47. Le droit interne pertinent en l'espèce se trouve décrit dans l'arrêt *Errico c. Italie* (n° 29768/05, §§ 23-26, 24 février 2009).

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

48. Les requérantes allèguent que leur séparation d'avec les mineurs L. et S. et le placement pendant sept ans et demi de ceux-ci ont porté atteinte à leur droit au respect de la vie familiale tel que garanti par l'article 8 de la Convention, ainsi libellé :



10

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

49. Le Gouvernement conteste cette thèse.

A. Objection préliminaire

50. Le Gouvernement conteste la nature de l'acte de saisine de la Cour déposé par les requérantes, estimant que celles-ci ont uniquement introduit une demande de mesures provisoires, au sens de l'article 39 du règlement de la Cour, et qu'elles n'ont pas présenté une requête au fond portant sur leurs griefs de violation des articles 3 et 8 de la Convention. Par conséquent, il invite la Cour à limiter son contrôle à la seule demande de mesures provisoires, au nom du respect du principe du contradictoire.

51. Les requérantes soutiennent que leur requête au fond, soulevant des griefs tirés des articles 3 et 8 de la Convention, était assortie d'une demande de mesures provisoires au sens de l'article 39 du règlement de la Cour. À cet égard, elles indiquent que, après avoir rejeté leur demande de mesures provisoires, la Cour les a invitées, par une lettre du 19 février 2013, à indiquer si elles souhaitaient maintenir leur requête. Une fois reçue leur réponse affirmative, la Cour a procédé à la communication de l'affaire au gouvernement défendeur. Aux yeux des requérantes, cela démontre que la Cour a toujours considéré la demande au fond comme ayant été introduite en même temps que la demande de mesures provisoires.

52. Tout d'abord, la Cour rappelle que les conditions plus strictes pour l'introduction d'une requête ne sont exigées que depuis le 1^{er} janvier 2014 par le nouvel article 47 de son règlement. Or, la présente requête ayant été introduite le 23 janvier 2013, les requérantes n'étaient pas tenues de présenter leur requête sur le formulaire fourni par le greffe de la Cour (*Strumia c. Italie*, n° 53377/13, § 84, 23 juin 2016).

53. Ensuite, s'agissant du contenu de la requête, la Cour relève que celle-ci contenait tous les éléments de fait et de droit nécessaires pour l'examen des griefs tirés des articles 3 et 8 de la Convention, et elle note aussi que, dans le même formulaire, les requérantes demandaient l'application de mesures provisoires au sens de l'article 39 de son règlement. Après avoir rejeté cette demande de mesures provisoires, la Cour a invité les requérantes à indiquer, sans autre formalité, si elles souhaitaient maintenir leur requête. Par une lettre du 5 mars 2013, conformément à une pratique constante observée devant la Cour, les conseils des requérantes ont

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

11

confirmé leur souhait de maintenir la requête. Celle-ci a par la suite été communiquée au gouvernement défendeur, ce qui a permis d'établir le contradictoire entre les parties.

54. Pour ces raisons, la Cour considère qu'il y a lieu d'écarter l'exception préliminaire du Gouvernement quant à la nature de l'acte par lequel elle a été saisie et quant à sa contrariété alléguée au principe du contradictoire.

B. Sur la recevabilité*1. Sur l'exception du gouvernement défendeur quant à la qualité de la première requérante pour agir au nom et pour le compte de ses enfants*

55. Le Gouvernement conteste l'intérêt légitime de la première requérante à agir au nom et pour le compte de ses enfants, et il demande à la Cour de déclarer la requête irrecevable en ce qui concerne les deux mineurs. Il soutient que, à la suite de la décision du tribunal pour enfants de suspendre l'autorité parentale de la première requérante, la seule personne ayant qualité pour agir au nom et pour le compte des mineurs est le tuteur nommé par le tribunal.

56. Quant à la possibilité de représenter un mineur devant la Cour en cas d'absence de détention de l'autorité parentale ou de suspension de cette dernière, le Gouvernement estime qu'elle est admise par la Cour dans la seule hypothèse d'un litige existant entre le parent et le tuteur nommé par les autorités judiciaires et que, en revanche, en cas de conflit existant entre le parent et les autorités judiciaires, la légitimité du parent à agir fait défaut. Dès lors, le Gouvernement conclut que, en l'espèce, la première requérante aurait dû demander au tuteur d'introduire une requête au nom et pour le compte des enfants devant la Cour.

57. Les requérantes soutiennent, en s'appuyant en particulier sur l'arrêt *Scozzari et Giunta c. Italie* ([GC], n^{os} 39221/98 et 41963/98, CEDH 2000-VII), que, même si le tribunal interne a suspendu l'autorité parentale de la première requérante, mère biologique des mineurs, la légitimité de celle-ci à agir au nom et pour le compte des enfants est maintenue.

58. Rappelant le principe énoncé en la matière dans l'arrêt *Scozzari et Giunta* (précité, §138), la Cour indique avoir reconnu en général la légitimité à agir du parent biologique privé de l'autorité parentale, en s'appuyant sur la considération fondamentale que toute atteinte potentielle aux droits du mineur devrait être examinée par elle afin d'éviter le risque que certains intérêts des mineurs ne soient pas portés à son attention et que ceux-ci soient privés d'une protection effective des droits qu'ils tirent de la Convention (*N.Ts. et autres c. Géorgie*, n^o 71776/12, §§ 52-54, 2 février

2016, et *A.K. et L. c. Croatie*, n° 37956/11, §§ 46-50, 8 janvier 2013). Dès lors, toute approche restrictive ou purement technique devrait être évitée dans ce domaine (*T. c. République tchèque*, n° 19315/11, §§ 90-91, 17 juillet 2014).

59. La Cour note que, dans la présente affaire, il est allégué, au nom des enfants, que les décisions prises par les autorités judiciaires, dont la nécessité et la proportionnalité sont contestées, ont eu des effets négatifs sur le bien-être des mineurs et sur leur rapport avec la première et la deuxième requérante. Dès lors, même si la première requérante a fait l'objet d'une suspension de son autorité parentale – cette mesure constituant d'ailleurs l'un des faits générateurs du litige qu'elle porte devant la Cour –, sa qualité de mère biologique permet de lui reconnaître le pouvoir d'ester devant la Cour également au nom de ses enfants (*Scozzari et Giunta*, précité, § 138). Qui plus est, dans la présente affaire la Cour relève que les intérêts de la première requérante sont alignés à ceux des enfants quant aux allégations relatives aux obligations découlant du droit au respect de la vie familiale. Dès lors, la Cour considère que la première requérante peut également agir au nom et pour le compte de ses enfants afin de protéger leurs propres intérêts.

60. La Cour considère ainsi qu'il y a lieu d'écarter l'exception préliminaire du Gouvernement quant au *locus standi* de la première requérante pour représenter ses enfants dans la procédure devant elle.

2. Conclusion sur la recevabilité

61. Constatant que le grief tiré de l'article 8 de la Convention n'est pas manifestement mal fondé au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et qu'il ne se heurte par ailleurs à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour le déclare recevable.

C. Sur le fond

1. Thèse des parties

62. Les requérantes estiment que l'éloignement des enfants du domicile familial, leur prise en charge par les services sociaux et leur placement en maison d'accueil, la restriction du droit de visite à une rencontre en milieu protégé par mois ainsi que la suspension de l'autorité parentale de la première requérante constituent des mesures contraires à l'article 8 de la Convention. Elles allèguent que les autorités nationales n'ont pas fourni des raisons adéquates et suffisantes pour justifier l'ingérence alléguée dans leur droit au respect de la vie familiale, qui, de surcroît, à leurs yeux, n'était pas motivée par l'exigence de protéger l'intérêt supérieur des enfants. En ce qui concerne les troubles de la personnalité de la première requérante, elles dénoncent les décisions du tribunal pour enfants, fondées principalement sur

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

13

le rapport d'expertise établi en mai 2010 (paragraphe 18 ci-dessus), en ce que ces décisions auraient été superficielles et auraient revêtu un caractère stéréotypé. Elles critiquent en outre la décision de suspension de l'autorité parentale (paragraphe 31 ci-dessus), qui n'aurait pas pris en compte les progrès réalisés par la première requérante quant à sa personnalité et à ses conditions de vie. Enfin, elles considèrent que le placement des enfants en structure d'accueil, dont elles dénoncent le caractère *de facto* permanent, n'a pas été suivi par la mise en place de mesures alternatives visant à favoriser le regroupement familial.

63. Le Gouvernement ne conteste pas le fait que le placement des mineurs a constitué une ingérence dans le droit des requérantes au respect de leur vie familiale. Il indique toutefois que les autorités nationales sont mieux placées pour prendre en compte les différents intérêts en jeu, car en contact direct avec les personnes impliquées, et qu'elles bénéficient dès lors d'une large marge d'appréciation.

64. Le Gouvernement soutient que le trouble « *borderline* » présenté par la première requérante et certains des aspects de la personnalité de cette dernière – à savoir, selon lui, sa fragilité, son immaturité et son instabilité émotionnelle – ont eu un impact négatif sur le développement des enfants, ce qui aurait d'ailleurs été mentionné dans les expertises de 2010 et de 2014. Dès lors, pour le Gouvernement, les autorités nationales ont adopté les mesures nécessaires à la protection de l'intérêt supérieur des mineurs, dans le but d'ôter les causes à l'origine de la situation d'abandon matériel et moral difficile dans laquelle ceux-ci se seraient trouvés et, en même temps, d'instaurer un parcours thérapeutique pour le bon développement de leurs personnalités fragilisées. Dans ce contexte, la réduction progressive du droit de visite des requérantes aurait ainsi été justifiée. À cet égard, le Gouvernement conteste la version des faits des requérantes et il indique que le lien entre celles-ci et les enfants n'a jamais été rompu. Il ajoute que, à la différence de l'affaire *Zhou c. Italie* (n° 33773/11, 21 janvier 2014), la présente espèce se caractérise par le fait que les juges nationaux ont garanti une révision fréquente de la décision de placement des enfants.

65. Quant à la suspension de l'autorité parentale, le Gouvernement soutient qu'elle a été décidée seulement après l'échec des autres tentatives entreprises pour convaincre la première requérante de coopérer avec les autorités. En outre, en ce qui concerne les raisons expliquant le laps de temps observé entre l'expertise du 19 mai 2010 et celle du 17 novembre 2014, il indique que le diagnostic de personnalité « *borderline* » comporte un pronostic négatif quant aux possibilités pour l'individu d'obtenir des progrès significatifs sur le court terme ; il ajoute que c'est pour cette raison que la deuxième expertise n'a été ordonnée qu'en mars 2014, après le signalement des services sociaux relatif à une amélioration globale de la situation de la première requérante.



66. En conclusion, le Gouvernement estime que les mesures adoptées dans la présente affaire ont été adéquates et proportionnées, ainsi que pleinement nécessaires à la protection de l'intérêt supérieur des mineurs.

2. Appréciation de la Cour

67. La Cour renvoie aux principes généraux applicables en la matière, récemment rappelés dans les arrêts *Soares de Melo c. Portugal* (n° 72850/14, §§ 88-94, 16 février 2016), *R.M.S. c. Espagne* (n° 28775/12, §§ 69-72, 18 juin 2013), et *Y.C. c. Royaume-Uni* (n° 4547/10, §§ 133-139, 13 mars 2012).

68. Se tournant vers la présente affaire, la Cour note qu'il n'est pas contesté que les décisions ayant ordonné le placement des enfants et encadré le droit de visite ont constitué une ingérence dans le droit des requérantes. La Cour note aussi qu'il n'est pas soutenu par ces dernières que ces décisions ne reposaient pas sur une disposition de loi ou qu'elles ne poursuivaient pas un but légitime. Elle relève à cet égard que la première de ces exigences, telle que définie par sa jurisprudence, a été respectée et que, s'agissant de la deuxième, relative au but légitime poursuivi, les mesures prises visaient la protection de l'intégrité physique et psychique des enfants.

69. En ce qui concerne la « nécessité » des mesures prises par les autorités, la Cour observe que le placement litigieux, intervenu en exécution d'une décision provisoire adoptée en urgence, a pris effet le 18 septembre 2007, date à laquelle L. et S., âgés à l'époque respectivement de 7 ans et de 2 ans, ont été placés dans la maison d'accueil « Rocca di Papa ». Ladite décision a été confirmée le 14 juillet 2008. La Cour constate que la décision du tribunal pour enfants était fondée, d'une part, sur l'insalubrité du domicile familial et sur le non-respect de l'ordonnance de remise en état des lieux et, d'autre part, sur la violation de l'accord de placement volontaire des mineurs (paragraphe 10 ci-dessus) et sur l'impossibilité de placer les enfants chez la deuxième requérante à cause de la relation conflictuelle existant entre cette dernière et la première requérante. Par la suite, le rapport d'expertise sur l'état psychique et les capacités éducatives de la première requérante a confirmé les difficultés de celle-ci à subvenir aux besoins de ses enfants (paragraphe 18 ci-dessus).

70. En ce qui concerne le droit de visite, la Cour observe que le tribunal pour enfants a décidé de restreindre et d'encadrer les rencontres afin de préserver le bien-être des enfants, principalement en raison de l'attitude de la première requérante (paragraphe 17 ci-dessus), et que, ultérieurement, en novembre 2012, le régime des visites a été restreint à une visite par mois.

71. La Cour constate ensuite que, après avoir décidé la restriction et l'encadrement des rencontres, le tribunal pour enfants a ordonné le placement des mineurs en famille d'accueil, en tenant compte de l'exigence élémentaire d'assurer leur développement (paragraphe 25 ci-dessus). Elle note aussi que, à la suite de l'échec de cette mesure, les enfants sont

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

15

retournés dans leur ancienne maison d'accueil avant d'être transférés dans deux structures distinctes à partir du mois de mars 2013 (paragraphe 33 ci-dessus).

72. La Cour reconnaît que dans une affaire comme celle-ci les tribunaux se trouvent souvent confrontés à des intérêts différents, difficilement conciliables. Dans la recherche de l'équilibre entre ceux-ci, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale (*P.F. c. Pologne*, n° 2210/12, § 54, 16 septembre 2014).

73. Eu égard à la situation matérielle de l'habitation de la première requérante, à l'attitude hostile, voire agressive, de cette dernière à l'égard du personnel des services sociaux, à l'état dégradé des relations entre la première et la deuxième requérante et au fait que le lien familial n'a jamais été interrompu, la Cour estime que les autorités judiciaires ont pris les mesures nécessaires, justifiées par des raisons adéquates et suffisantes, à la protection du bien-être des enfants en décidant le placement de ceux-ci et l'encadrement du régime des visites.

74. En ce qui concerne le processus décisionnel, il y a lieu d'examiner si les conclusions des autorités nationales reposaient sur des éléments de preuve suffisants (y compris, le cas échéant, des déclarations de témoins, rapports des autorités compétentes, expertises psychologiques et autres, et notes médicales) et si les parties intéressées, en particulier les parents, ont eu suffisamment l'occasion de participer à la procédure en question (*N.P. c. République de Moldova*, n° 58455/13, § 69, 6 octobre 2015, et *Saviny c. Ukraine*, n° 39948/06, § 51, 18 décembre 2008).

75. À cet égard, la Cour relève qu'en prenant la décision de suspension de l'autorité parentale du 9 novembre 2012 le tribunal pour enfants s'est appuyé sur le rapport d'expertise établi le 19 mai 2010 (paragraphe 31 ci-dessus).

76. S'il est vrai, comme le Gouvernement l'affirme, qu'un trouble de la personnalité de type « borderline » ne requiert pas de renouveler périodiquement l'expertise en raison d'une impossibilité d'apprécier les perspectives d'évolution sur le court terme (paragraphe 65 ci-dessus), la Cour, sans vouloir prendre position sur la validité scientifique de cette assertion, considère que certains éléments de l'affaire montrent non pas un changement de la situation litigieuse justifiant le retour des enfants et la réunification de la famille mais, à tout le moins, une évolution positive des conditions décrites dans le premier rapport d'expertise.

77. En particulier, tout d'abord, la Cour relève que les enfants ont été examinés par le personnel médical de l'hôpital de Marino, qui a constaté que ceux-ci étaient en bon état de santé et que le rapport mère-enfants était positif (paragraphe 8 ci-dessus). À la différence d'autres affaires que la Cour a eu l'occasion d'examiner, dans la présente espèce, les enfants n'ont été séparés de leur mère ni en raison d'une situation de violence ou de maltraitance physique ou psychique, ni en raison d'un état de santé

inquiétant (voir, pour la jurisprudence y mentionnée, *Barnea et Caldararu c. Italie*, n° 37931/15, §§ 73-74, 20 juin 2017).

78. Ensuite, la Cour observe que, contrairement à l'experte judiciaire, l'experte choisie en 2010 par la première requérante a estimé que la séparation des enfants de leur famille était extrêmement préjudiciable à leur développement (paragraphe 19 ci-dessus).

79. La Cour remarque également que le rapport relatif aux rencontres organisées en milieu protégé (paragraphe 23 ci-dessus) faisait état d'une amélioration globale du comportement de la première requérante ainsi que d'une évolution positive des relations entre celle-ci et les enfants, l'équipe de « l'Espace neutre » ayant observé l'existence de liens affectifs forts et authentiques entre l'intéressée et les mineurs.

80. En outre, il y a lieu de noter que le procureur de la République près le tribunal pour enfants, à la lumière du rapport d'expertise établi en mai 2010, a sollicité auprès du tribunal la poursuite de l'activité de soutien à la première requérante en vue d'un rapprochement entre celle-ci et les enfants (paragraphe 20 ci-dessus). Il convient aussi de relever qu'il a refusé d'ouvrir la procédure de vérification de l'état d'abandon, préalable à la déclaration d'adoptabilité, en raison du fort lien affectif existant entre la première requérante et les mineurs (paragraphe 26 ci-dessus).

81. Enfin, la Cour note que la cour d'appel de Rome, tout en confirmant la décision ayant ordonné le placement en famille d'accueil des mineurs, a constaté que les conditions de vie de la première requérante avaient globalement progressé (paragraphe 27 ci-dessus).

82. La Cour rappelle avoir déjà jugé, dans certaines circonstances, comme étant contraires à l'article 8 de la Convention les décisions des autorités judiciaires prononcées sur le fondement des résultats d'un ancien rapport d'expertise en l'absence de prise en considération de l'évolution de la situation concrète ainsi qu'en l'absence d'une demande de mise à jour dudit rapport aux fins de vérification des éléments caractérisant la situation de l'espèce (*Improta c. Italie*, n° 66396/14, §§ 56, 4 mai 2017, *Cincimino c. Italie*, n° 68884/13, §§ 73-74, 28 avril 2016, et *R.M.S.*, précité, § 89 ; voir, *a contrario*, *Vautier c. France*, n° 28499/05, §§ 71, 74 et 75, 26 novembre 2009).

83. En l'espèce, la Cour observe que le tribunal pour enfants s'est limité à reprendre les considérations figurant dans les décisions précédentes, et ce sans tenir compte de l'évolution de la situation litigieuse décrite ci-dessus, et qu'il s'est appuyé sur un rapport d'expertise rédigé vingt-neuf mois auparavant, partiellement contestée par l'experte choisie par la première requérante, établi à partir de séances ayant eu lieu le 23 novembre 2009 et les 1^{er} mars et 14 avril 2010. La Cour relève que la mesure en cause, certes provisoire, touchait néanmoins les droits du parent concerné, en l'occurrence la mère, et comportait de fait la perte de l'autorité parentale de cette dernière sur ses enfants. Pour cette raison, elle estime qu'il était

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

17

nécessaire de renouveler le rapport d'expertise avant de prendre une décision relative à l'exercice des droits parentaux.

84. En ce qui concerne la durée de la procédure prise dans sa globalité, la Cour rappelle que, sur le terrain de l'article 8 de la Convention, un retard dans la procédure risque toujours de trancher par un fait accompli le problème en litige (*W. c. Royaume-Uni*, 8 juillet 1987, §§ 64-65, série A n°121, *D'Alconzo c. Italie*, n° 64297/12, § 64, 23 février 2017, *Solarino c. Italie*, n° 76171/13, § 39, 9 février 2017, et *Covezzi et Morselli c. Italie*, n° 52763/99, § 136, 9 mai 2003).

85. En l'espèce, la Cour constate que la décision provisoire du 7 septembre 2007 n'a été confirmée que dix mois après son adoption (paragraphe 14 ci-dessus). Le même écart de dix mois court entre la décision ayant ordonné la première expertise judiciaire et la présentation du rapport y afférent au tribunal pour enfants. Par ailleurs, la Cour estime que le laps de temps écoulé entre les deux expertises judiciaires, d'environ quatre ans et six mois, ne peut se justifier, notamment eu égard aux changements de la situation litigieuse évoqués *supra*. Plus généralement, la Cour considère que le tribunal pour enfants s'est parfois limité à réagir aux sollicitations des mineurs au lieu de donner lui-même son impulsion à la procédure. En effet, ledit tribunal n'a pas procédé avec la célérité nécessaire au placement des enfants en famille d'accueil, mais il a plutôt réagi à l'insistance, voire la ténacité, de L., qui a obtenu de cette juridiction une décision rapide en l'espace de quelques semaines (paragraphe 24 ci-dessus). Dans le même sens, au lieu de prendre en compte les conclusions du deuxième rapport d'expertise et d'adopter les éventuelles mesures qui s'imposaient (paragraphe 37 ci-dessus), le tribunal pour enfants n'a fait qu'acter le choix du mineur de retrouver sa famille lorsque celui-ci, alors adolescent, s'est échappé à deux reprises de la structure d'accueil pour se rendre au domicile de la deuxième requérante, où la première requérante habitait (paragraphe 38 et 40 ci-dessus).

86. Dès lors, eu égard à ce qui précède, la Cour considère que le processus décisionnel n'a pas satisfait aux exigences procédurales inhérentes à l'article 8 de la Convention.

87. La Cour conclut en conséquence que l'État a méconnu à l'égard des requérantes les obligations positives mises à sa charge par l'article 8 de la Convention. Partant, il y a eu violation de cette disposition.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 3 DE LA CONVENTION

88. Les requérantes dénoncent une violation du droit de L. et S. à ne pas être soumis à des traitements inhumains et dégradants. Elles invoquent l'article 3 de la Convention, ainsi libellé :



« Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. »

89. Le Gouvernement estime que ce grief est manifestement mal fondé. Il soutient qu'aucune preuve n'a été fournie quant aux dénoncés mauvais traitements dont les mineurs auraient été victimes au sein de la maison d'accueil « Rocca di Papa » et que même la blessure de L., suturée à l'hôpital, ne peut être considérée comme démontrant l'existence d'un mauvais traitement, puisqu'elle serait tout simplement la conséquence d'un événement aléatoire et fréquent dans l'existence d'un enfant. Le Gouvernement ajoute, sans donner de précisions d'ordre temporel, que le procureur de la République de Velletri a ouvert une enquête préliminaire à l'issue des investigations menées par le commissariat de police de Frascati au sujet des plaintes déposées par la première requérante, que la présidente du tribunal pour enfants a visité la maison d'accueil et rencontré les mineurs hébergés en son sein et que, en tout état de cause, aucun de ces enfants ne s'est plaint d'avoir fait l'objet de mauvais traitements dans cette structure.

90. Les requérantes rétorquent qu'une obligation positive de protection et de prévention des personnes vulnérables, parmi lesquelles les mineurs, pèse sur les États et que cette obligation peut aller jusqu'à une véritable obligation d'assistance en cas de soumission de ces personnes au contrôle des autorités nationales. Elles soutiennent que L. et S. ont été victimes de négligences et de violences pendant leur séjour à la maison d'accueil « Rocca di Papa », ce qui serait confirmé par les déclarations du personnel de cette structure.

91. La Cour rappelle que les allégations de mauvais traitements contraires à l'article 3 de la Convention doivent être étayées par des éléments de preuve appropriés (*Klaas c. Allemagne*, 22 septembre 1993, § 30, série A n° 269, *Erdagöz c. Turquie*, 22 octobre 1997, § 40, *Recueil des arrêts et décisions* 1997-VI, et *Jalloh c. Allemagne* [GC], n° 54810/00, § 67, CEDH 2006-IX).

92. À cet égard, la Cour estime que, en l'espèce, les autorités chargées de l'enquête ont rapidement réagi aux plaintes de la première requérante pour établir les faits dénoncés (paragraphe 43 ci-dessus). Selon les dernières informations dont la Cour dispose, la présidente du tribunal pour enfants, qui a visité la maison d'accueil et rencontré les mineurs hébergés en son sein, n'a relevé aucun élément pouvant confirmer les allégations des requérantes (paragraphe 45 ci-dessus). Par ailleurs, celles-ci n'ont pas informé la Cour des conclusions et suites éventuelles de l'enquête préliminaire ; elles se sont limitées à soumettre un article de presse relatant la clôture d'une procédure pénale relative à d'autres faits qui auraient eu lieu au sein de la maison d'accueil « Rocca di Papa ».

93. Partant, la Cour considère que ce grief est manifestement mal fondé et qu'il doit être rejeté, en application de l'article 35 §§ 3 et 4 de la Convention.

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

19

III. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

94. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

95. Les requérantes réclament 50 000 euros (EUR) pour la première requérante, 30 000 EUR pour la deuxième requérante et 30 000 EUR pour chacun des enfants au titre des préjudices matériel et moral subis d'après elles du fait de la violation alléguée des articles 3 et 8 de la Convention.

96. Le Gouvernement estime que les sommes réclamées sont excessives. Il considère que, si la Cour devait parvenir à un constat de violation de la Convention, un tel constat constituerait une importante mesure compensatoire pour les requérantes, puisque, selon lui, le recours offert par l'article 34 de la Convention n'a assurément pas été proposé à des fins économiques. En outre, en ce qui concerne les montants demandés pour les enfants, il conteste leur fondement au motif que les requérantes n'ont pas la qualité pour agir au nom des mineurs.

97. La Cour considère qu'il y a lieu d'octroyer conjointement aux requérantes 12 000 EUR pour dommage moral.

B. Frais et dépens

98. Les requérantes demandent également 9 464 EUR pour les frais et dépens exposés devant les juridictions internes et 30 831,84 EUR pour ceux engagés devant la Cour.

99. Le Gouvernement conteste ces prétentions.

100. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux. En l'espèce, compte tenu des documents dont elle dispose et de sa jurisprudence, la Cour estime raisonnable la somme globale de 12 000 EUR tous frais confondus et l'accorde aux requérantes.

C. Intérêts moratoires

101. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

20

ARRÊT D'ACUNTO ET PIGNATARO c. ITALIE

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Déclare* la requête recevable quant au grief tiré de l'article 8 de la Convention, et irrecevable pour le surplus ;
2. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention ;
3. *Dit*
 - a) que l'État défendeur doit verser aux requérantes, dans les trois mois, les sommes suivantes :
 - i. 12 000 EUR (douze mille euros) plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral ;
 - ii. 12 000 EUR (douze mille euros), plus tout montant pouvant être dû par les requérantes à titre d'impôt, pour frais et dépens ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
4. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 12 juillet 2018, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Abel Campos
Greffier

Kristina Pardalos
Présidente

© Ministero della Giustizia, Direzione generale del contenzioso e dei diritti umani.

Permission to re-publish this translation has been granted by the Italian Ministry of Justice for the sole purpose of its inclusion in the Court's database HUDOC

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA D'ACUNTO E PIGNATARO c. ITALIA c. ITALIA (Ricorso n. 6360/13)

SENTENZA

**STRASBURGO
12 luglio 2018**

Questa sentenza è definitiva. Può subire modifiche di forma.

Nella causa D'Acunto e Pignataro c. Italia,

La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in un comitato composto da

Kristina Pardalos, presidente,
Ksenija Turković,
Pauliine Koskelo, giudici,
e da Abel Campos, cancelliere di sezione,

Dopo avere deliberato in camera di consiglio il 19 giugno 2018,

Pronuncia la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi è un ricorso (n. 6360/13) proposto contro la Repubblica italiana con cui due cittadine di questo Stato, le sigg.re Stefania D'Acunto (la prima ricorrente) e Virginia Pignataro (la seconda ricorrente), hanno adito la Corte il 23 gennaio 2013 ai sensi dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione»). La prima ricorrente dichiara di agire anche in nome e per conto dei suoi figli, L. e S.
2. Le ricorrenti sono state rappresentate dall'avvocato A.G. Lana, del foro di Roma. Esse sono state autorizzate a utilizzare la lingua italiana nella procedura scritta (articolo 34 § 3 del regolamento della Corte). Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo agente, E. Spatafora, e dal suo ex co-agente, G. Mauro Pellegrini.
3. In particolare, le ricorrenti deducevano una violazione del loro diritto al rispetto della vita familiare, a causa della collocazione in istituto dei due figli della prima ricorrente e nipoti della seconda.
4. Il 12 settembre 2013 il ricorso è stato comunicato al Governo. Il Governo non si è opposto all'esame del ricorso da parte di un comitato.

IN FATTO



I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

5. La prima ricorrente è nata nel 1963; la seconda ricorrente, madre della prima, è nata nel 1931. La prima ricorrente ha due figli, L. e S., nati rispettivamente il 9 agosto 2000 e il 18 maggio 2005. Le ricorrenti risiedono a Roma.

6. I fatti di causa, così come sono stati esposti dalle ricorrenti, si possono riassumere come segue.

A. L'affidamento dei minori

7. L'8 luglio 2007 una veterinaria effettuò una visita sanitaria a due piccoli bufali che erano nella proprietà della prima ricorrente. In questa circostanza, notò che i figli di quest'ultima vivevano in mezzo a un gran numero di cani, gatti e altri animali e che le condizioni igieniche sembravano precarie. Il giorno successivo segnalò alle autorità competenti la mancanza di un'area giochi per i bambini, i rischi per la sicurezza di questi ultimi e gli eccessi di collera della prima ricorrente nei confronti di L.

8. Il 13 luglio 2007, in occasione dell'ispezione delle forze dell'ordine e dei servizi sanitari e sociali del comune di Grottaferrata, fu constatato che la casa non era abitabile. I bambini furono quindi portati al reparto pediatrico dell'ospedale di Marino per un controllo del loro stato di salute. I risultati mostrarono che erano in buona salute e che il rapporto affettivo con la loro madre era positivo. Al termine della visita medica, i servizi sociali e la prima ricorrente concordarono l'affidamento volontario dei bambini alla signora P., una parente alla quale la prima ricorrente aveva in precedenza affidato L., in particolare al momento della nascita di S. I servizi sociali informarono la prima ricorrente che l'affidamento era provvisorio e veniva effettuato in assenza di qualsiasi forma di coercizione. Contemporaneamente, il sindaco di Grottaferrata ordinò la bonifica della abitazione di famiglia entro un termine di dieci giorni, in modo da poter garantire condizioni igienico-sanitarie favorevoli all'accoglienza dei bambini.

9. Il 30 luglio 2007, a seguito di un disaccordo con la signora P. sul desiderio di L. di farsi tagliare i capelli (che gli arrivavano fino alla schiena), la prima ricorrente riprese i bambini dalla casa di quest'ultima.

10. Il 31 luglio 2007 la responsabile dei servizi sociali di Grottaferrata informò il procuratore della Repubblica presso il tribunale per i minorenni di Roma della violazione dell'accordo di affidamento volontario. Inoltre, segnalò alla procura che la prima ricorrente non aveva informato i servizi sociali del luogo in cui si trovavano i suoi figli e non aveva eseguito la bonifica della sua abitazione. Peraltro, richiese una valutazione delle capacità genitoriali dell'interessata.

11. Con decreto del 7 settembre 2007, il tribunale per i minorenni di Roma («il tribunale dei minori») dispose la presa in carico dei minori e il loro collocamento in via provvisoria in una idonea struttura. Motivò la sua decisione tenendo conto della violazione dell'accordo di affidamento volontario da parte della prima ricorrente e delle condizioni sanitarie della abitazione familiare. Il 18 settembre 2007 i bambini furono condotti nella casa famiglia della Congregazione delle Suore Carmelitane del Divin Cuore di Gesù («la casa famiglia di Rocca di Papa»), vicino a Roma. Il tribunale dei minori fissò la convocazione della prima ricorrente all'udienza dell'8 novembre 2007.

12. In questa udienza, la prima ricorrente dichiarò che i figli non erano stati riconosciuti dai loro rispettivi padri e che questi ultimi non partecipavano al mantenimento e non erano in contatto con loro.

13. Sentita il 9 aprile 2008, la seconda ricorrente indicò che i rapporti con sua figlia erano complessi. Dichiarò anche che quest'ultima impediva al padre di L. di occuparsi di suo figlio.

14. Il 14 luglio 2008 il tribunale dei minori confermò il provvedimento del 7 settembre 2007, ritenendo che il ritorno dei bambini presso la prima ricorrente non fosse auspicabile e che l'affidamento alla seconda ricorrente non fosse possibile a causa della profonda

conflittualità esistente tra quest'ultima e sua figlia.

15. In una data non precisata, la seconda ricorrente chiese al tribunale dei minori di collocare i bambini a casa sua, denunciando gli effetti del soggiorno in una casa di accoglienza, che qualificava come destabilizzanti. All'udienza del 30 giugno 2009 le ricorrenti chiesero una perizia sullo stato di salute della prima di loro affinché fossero dimostrate le sue capacità genitoriali.

16. Il 5 luglio 2009 il tribunale dei minori constatò, da un lato, la persistenza del conflitto tra le ricorrenti e, dall'altro, l'atteggiamento ostile della prima ricorrente nei confronti del personale della casa famiglia (espressioni ingiuriose, comportamenti aggressivi, numerosi accessi non autorizzati nell'istituto), che l'interessata giustificava come risposta alle asserite vessazioni subite da L. da parte degli altri bambini accolti nella struttura.

17. Il tribunale considerò anche che lo stato delle relazioni tra le ricorrenti era conflittuale e pregiudizievole per i bambini e che lo stato psicologico della prima ricorrente non consentisse di decidere la collocazione dei minori presso di lei. Pertanto ordinò:

di mantenere l'affidamento dei minori ai servizi sociali e il collocamento presso la casa famiglia «Rocca di Papa», considerando che qualsiasi trasferimento potesse turbare i minori;

l'organizzazione di incontri in ambito protetto, alternativamente con la prima ricorrente e la seconda ricorrente, all'interno dello «spazio neutro» di Frascati (senza precisazioni sulla frequenza degli incontri), vietando alla prima ricorrente di accedere alla casa famiglia e ingiungendole di non comportarsi in modo pregiudizievole per i bambini durante gli incontri;

la realizzazione di una perizia sullo stato psicologico e sulle capacità genitoriali della prima ricorrente, incaricando il perito del tribunale di individuare, in particolare, la migliore soluzione per i minori per quanto riguardava il loro benessere psichico e fisico.

18. La perizia venne svolta in più fasi: il 23 novembre 2009, il perito sentì la prima ricorrente; il 1° marzo 2010, si incontrò con la seconda ricorrente e, il 14 aprile 2010, incontrò i bambini, dapprima soli, poi in presenza delle ricorrenti. Il 19 maggio 2010, il perito consegnò le sue conclusioni al tribunale dei minori. Nella sua relazione, il perito indicava in particolare che la prima ricorrente soffriva di disturbi psicologici di tipo «borderline», presentando una personalità fragile, caratterizzata da reazioni emotive contrastanti e una tendenza alla depressione, che pensava più ai suoi animali che ai suoi figli e che un trattamento psicoterapeutico sarebbe stato in linea di principio inutile, data la sua difficoltà a fidarsi degli altri e a stabilire relazioni personali. Indicava anche che la seconda ricorrente aveva un atteggiamento ostile nei confronti degli altri ed era incapace di assumersi la sua parte di responsabilità nella situazione di contrasto con sua figlia. Precisava che il rapporto delle ricorrenti era altamente conflittuale, fatto che aveva delle ripercussioni sul benessere dei bambini, in particolare su quello di L.

Il perito indicava inoltre che i minori tentavano di placare le liti tra le ricorrenti: in particolare, sottolineava che L. svolgeva un ruolo di mediatore, cercando di convincere sua madre e sua nonna a riconciliarsi, e che, di fronte al suo fallimento, si verificavano crisi di aggressività. Il perito concludeva che la L. aveva dei bisogni che né la prima né la seconda ricorrente riuscivano a soddisfare e che S. poteva riuscire ad adattarsi in una famiglia affidataria o adottiva.

19. Il 7 giugno 2010 un perito di fiducia della prima ricorrente presentò le sue conclusioni. Questo perito confermò l'esistenza del conflitto tra le ricorrenti e aggiunse che queste ultime avevano intessuto, individualmente, un rapporto profondo e di complicità con i bambini. Ritenne che i bambini fossero lucidi circa il conflitto tra le due adulte e concluse che la loro separazione dalla famiglia era estremamente pregiudizievole per il loro benessere.

20. Il 24 luglio 2010, il procuratore della Repubblica presso il tribunale per i minorenni chiese, alla luce della perizia del 19 maggio 2010, la prosecuzione dell'attività di sostegno alla prima ricorrente al fine di un riavvicinamento tra quest'ultima e i figli sulla base di

un'alternanza di periodi di collocamento in casa famiglia e soggiorni con la prima ricorrente.

21. Il 7 ottobre 2010 la psicoterapeuta dello «Spazio neutro» di Frascati informò il Comune della sua intenzione di sospendere gli incontri fino a quando non fosse stato messo in atto un supporto neuropsichiatrico a beneficio dei bambini.

22. Il 14 giugno 2011 il tribunale dei minori sentì L., che rispose favorevolmente alla proposta di affidamento ad una famiglia.

23. Il 17 novembre 2011, l'equipe dello «Spazio neutro» di Frascati scrisse una relazione sugli incontri organizzati tra la prima ricorrente e i bambini. Questa relazione rilevava un cambiamento nell'atteggiamento della prima ricorrente, che si mostrava più conciliante e incline a seguire le regole che disciplinavano gli incontri e le proposte volte a placare il conflitto con sua madre. Secondo la relazione, questa «alleanza positiva» tra i membri dell'equipe «Spazio Neutro» e la prima ricorrente aveva permesso a quest'ultima di prendere coscienza delle sue difficoltà a prendersi cura dei bambini e dello stato di degrado della sua casa. Sempre secondo questo rapporto, la relazione con i bambini era valutata positivamente, sottolineando l'esistenza di legami affettivi forti e autentici tra madre e figli.

24. Il 20 gennaio 2012, L. scrisse al tribunale dei minori per sollecitare un affidamento familiare.

25. Con decreto dell'8 febbraio 2012, il tribunale dei minori incaricò i servizi sociali di trovare con urgenza una famiglia affidataria. In effetti, il tribunale considerò che il collocamento dei minori in casa famiglia non rispondeva più ai bisogni di questi ultimi e che, per quanto riguardava le ricorrenti, non vi era alcun cambiamento significativo che permettesse di pronunciarsi in favore del ritorno dei bambini presso la prima ricorrente o del loro collocamento presso la seconda ricorrente.

26. Il 3 marzo 2012 le ricorrenti proponevano reclamo dinanzi alla corte d'appello di Roma, chiedendo la sospensione urgente di tale decisione e l'affidamento dei minori alla prima ricorrente o, in subordine, il loro collocamento presso la seconda ricorrente. Tra gli altri motivi di ricorso, esse criticavano la constatazione del tribunale dei minori in merito a un presunto squilibrio psichico della prima ricorrente, ritenendo che tale squilibrio non potesse essere dedotto dalla perizia del tribunale e aggiungendo che tale constatazione era contraddetta dalle conclusioni del perito di fiducia dell'interessata. Secondo le ricorrenti, le capacità genitoriali della prima ricorrente erano dimostrate dal rapporto instaurato con l'equipe dello «Spazio neutro» (paragrafo 23 supra) e da tre decisioni del procuratore della Repubblica presso il tribunale dei minori, datate 14 febbraio 2009, 24 luglio 2010 e 13 maggio 2011, che negavano l'avvio di un procedimento volto a verificare l'esistenza di uno stato di abbandono dei minori.

Il curatore nominato dalla corte d'appello per rappresentare i bambini emise un parere che indicava la sua opposizione alla richiesta delle ricorrenti.

27. Il 10 luglio 2012 la corte d'appello di Roma (sezione minorenni) respinse il reclamo. Giustificò l'urgenza della decisione impugnata rilevando che i bambini stessi avevano sollecitato un cambiamento della loro situazione al fine di trovare un contesto più stabile. Osservò anche che, sebbene la prima ricorrente avesse un atteggiamento meno ostile nei confronti del personale della casa famiglia e nonostante avesse recentemente cambiato abitazione, aveva bisogno di tempo per stabilizzare la sua situazione personale. A questo proposito, la corte d'appello sottolineò che la soluzione adottata era di natura provvisoria e che poteva consentire, in futuro, il ritorno dei figli nella casa di famiglia.

28. In una data non precisata, i minori furono affidati ad una famiglia selezionata.

29. Il 17 settembre 2012 i bambini ritornarono nella casa famiglia «Rocca di Papa», in quanto l'inserimento nella famiglia affidataria non aveva avuto successo. Secondo il padre affidatario, che era un pediatra, S. aveva bisogno di una valutazione neuropsichiatrica, dato il suo comportamento violento e ingestibile, e L. mostrava una profonda tristezza in risposta al comportamento di sua sorella e al fallimento del progetto di inserimento.

30. Nelle audizioni del 25 settembre e dell'11 ottobre 2012, la psicologa dello «Spazio

neutro» attribui la responsabilità del fallimento dell'inserimento in una famiglia affidataria alla prima ricorrente. Secondo lei, quest'ultima aveva denigrato la famiglia affidataria e dato ai bambini informazioni contraddittorie e negative.

31. Il 9 novembre 2012 il tribunale dei minori respinse una nuova domanda della prima ricorrente volta ad ottenere l'affidamento dei figli. Il tribunale non accolse i motivi su cui si basava la domanda - tra altri la disponibilità di un nuovo appartamento a Roma e l'acquisto di un'autovettura - e ritenne, al contrario, che questi elementi provassero che la prima ricorrente non aveva compreso che il motivo dell'allontanamento dei minori era legato alla sua incapacità genitoriale. Inoltre, il tribunale rilevò che la prima ricorrente aveva creato un blog e pubblicato foto dei minori, l'indirizzo della casa famiglia e alcuni estratti delle decisioni giudiziarie.

Il tribunale osservò altresì che, secondo i servizi sociali, l'interessata continuava a comportarsi in maniera pregiudizievole per il benessere dei suoi figli, fatto che, a suo parere, dimostrava la mancanza di progressi nelle sue capacità genitoriali. A tale riguardo, il tribunale faceva riferimento alla perizia del 19 maggio 2010. Di conseguenza, ordinò la sospensione della potestà genitoriale della prima ricorrente nominando un tutore provvisorio per i minori, nonché il compimento di una valutazione psicologica di questi ultimi e la loro presa in carico terapeutica. Infine, incaricò i servizi sociali di trovare una nuova struttura di accoglienza, il cui indirizzo non doveva essere comunicato alla prima ricorrente per evitare le interferenze come quelle precedentemente commesse da quest'ultima. Il tribunale ordinò anche di continuare gli incontri in ambiente protetto, una volta al mese.

32. Il 15 gennaio 2013 la prima ricorrente propose reclamo avverso il provvedimento del 9 novembre 2012 dinanzi alla corte d'appello di Roma contestando, tra l'altro, la sospensione della sua potestà genitoriale, fondata sulla perizia del 19 maggio 2010, e chiedendo una nuova valutazione del suo stato psicologico al fine di rendere possibile il ricongiungimento familiare.

33. A partire dal mese di marzo 2013, i bambini furono collocati in due strutture di accoglienza separate. Secondo le autorità, questi istituti erano abbastanza vicini da consentire il mantenimento del legame affettivo tra loro. Nello stesso periodo, i minori cominciarono a seguire un percorso psicoterapeutico adattato alle loro rispettive età ed esigenze.

34. Il 3 aprile 2013 la corte d'appello di Roma respinse il ricorso della prima ricorrente, ritenendo che la decisione presa fosse volta a garantire lo svolgimento di un percorso terapeutico adatto a ciascuno dei bambini. Inoltre, constatò che gli incontri continuavano a svolgersi.

35. Il 18 marzo 2014 il tribunale dei minori convocò le ricorrenti, il tutore e la curatrice dei minori nonché i servizi sociali di Grottaferrata per valutare la sospensione della potestà genitoriale. Al termine dell'udienza, il tribunale rilevò che i rapporti tra la prima e la seconda ricorrente erano cambiati radicalmente e che da qualche tempo la prima ricorrente abitava con la seconda ricorrente. Constatò anche che la prima ricorrente aveva un atteggiamento costruttivo nei confronti del personale delle strutture di accoglienza dei bambini e che prestava molta attenzione al benessere di questi ultimi e al loro sviluppo nell'ambiente scolastico.

36. Il 10 aprile 2014 il tribunale dei minori ordinò una perizia sui progressi compiuti dalla prima ricorrente, sullo stato delle relazioni tra le ricorrenti e sui rapporti tra queste ultime e i minori. Inoltre, autorizzò gli incontri negli istituti in cui erano collocati i bambini, ritenendo che le esigenze che giustificavano lo svolgimento degli incontri in ambiente protetto fossero scomparse.

37. In data 17 novembre 2014 il perito del tribunale depositò la sua relazione. Confermò la diagnosi di personalità «borderline» della prima ricorrente, rilevando un buon livello di compensazione funzionale grazie al percorso psicoterapeutico seguito. Indicò che la relazione tra le ricorrenti era equilibrata, ma che il declino intellettuale della seconda ricorrente, dovuto all'invecchiamento, poteva rappresentare un nuovo parametro da

prendere in considerazione al fine di evitare qualsiasi rischio di nuove tensioni. Per quanto riguarda i bambini, il perito suggerì per L. un controllo molto scrupoloso e ritenne che per S. i rischi di uno sviluppo della personalità in senso oppositivo fossero molto marcati. Infine, per quanto riguardava il legame tra la prima ricorrente e i minori, il perito menzionò l'esistenza di un affetto sincero, pur rilevando che le modalità relazionali erano disordinate e che le capacità della prima ricorrente di far fronte alle esigenze dei bambini, che richiedevano notevoli sforzi, poteva mancare a quest'ultima, in particolare in situazioni di stress. La Corte non è stata informata del seguito dato a questa relazione peritale.

Il perito di fiducia della prima ricorrente condivideva le conclusioni del perito del tribunale in merito ai progressi compiuti da quest'ultima e alla relazione madre-figli. In particolare, nelle sue conclusioni affermò che la prima ricorrente seguiva un percorso di psicoterapia e che ciò si era rivelato salutare, soprattutto dopo un allentamento delle tensioni tra l'interessata e i servizi sociali, coincidente con il trasferimento dei figli nei nuovi istituti.

38. Il 18 aprile 2015, L., che allora aveva 14 anni e 8 mesi, lasciò improvvisamente la struttura di accoglienza che lo ospitava per recarsi a casa della seconda ricorrente, dove abitava la prima ricorrente.

39. Il 24 aprile 2015 il tribunale dei minori ordinò alle forze dell'ordine di prelevare il minore dall'abitazione della seconda ricorrente e di ricondurlo nella struttura di accoglienza. Inoltre, elaborò un piano per il graduale reinserimento dei minori nel nucleo familiare, che prevedeva la convivenza per ogni fine settimana a casa della seconda ricorrente, sotto la supervisione dei servizi sociali. Ingiunse alla prima ricorrente di conformarsi alle istruzioni dei servizi sociali e di stabilire la sua residenza presso la seconda ricorrente.

40. Il 20 maggio 2015, la struttura di accoglienza di L. informò il tribunale dei minori che, dal giorno prima, L. aveva nuovamente lasciato l'istituto per recarsi presso la seconda ricorrente. Nella loro comunicazione, i responsabili della struttura indicavano che il collocamento forzato del minore nell'istituto non era auspicabile.

41. Il 25 maggio 2015 il tribunale ordinò il collocamento dei figli nell'abitazione della seconda ricorrente, che conviveva con la prima ricorrente. Mantenne la sospensione della potestà genitoriale di quest'ultima e ordinò ai diversi attori coinvolti (tutore, curatore, servizi sociali) di mettere in atto un percorso di assistenza educativa a domicilio e di proseguire le terapie psicologiche in corso. Infine, ingiunse alla prima ricorrente di iniziare un percorso di sostegno alla genitorialità.

B. Le denunce depositate dalla prima ricorrente

42. A partire dal 2010, la prima ricorrente presentò diverse denunce relative ad alcuni maltrattamenti di cui i suoi figli sarebbero rimasti vittime. In particolare, denunciava le violenze fisiche che L. avrebbe subito tra il 2 maggio 2008 e il 24 dicembre 2012 da parte di altri minori alloggiati nella casa famiglia «Rocca di Papa». Inoltre, affermava che il 15 luglio 2008, S. era caduta dalla cuccetta superiore del suo letto a castello, riportando un ematoma sul lato sinistro della bocca.

43. Il commissariato di polizia di Frascati eseguì delle indagini in merito a tali denunce, nell'ambito delle quali sentì il personale dei servizi sociali e della casa famiglia «Rocca di Papa». In questa occasione, un ex educatore della casa famiglia denunciò la severità mostrata dalle religiose nei confronti dei bambini ospitati in questa struttura, affermando che questi ultimi erano obbligati, prima di andare a scuola, a riordinare la loro stanza e a spazzare e pulire completamente i locali della casa famiglia, e che un bambino affetto da enuresi notturna era stato costretto a dormire per più di un mese senza coperte, nonostante le rigide temperature invernali. Peraltro, due operatori dello «Spazio neutro» riferirono che inizialmente L. e S. si presentavano agli incontri vestiti male e in cattive condizioni igieniche, e che la loro situazione era poi migliorata.

Gli agenti della polizia ispezionarono la casa famiglia e rilevarono delle irregolarità in merito alla presenza del personale e alla tenuta del registro dell'istituto.

44. Il 9 giugno 2011 il commissariato trasmise i risultati delle indagini al procuratore della Repubblica di Velletri, che avviò un'indagine preliminare, e al tribunale per i minorenni.

45. Il presidente del tribunale per i minorenni si recò presso la casa famiglia «Rocca di Papa». Incontrò tutti i minori che vi erano accolti, compresi L. e S., in assenza del personale della struttura, al fine di ottenere un resoconto spontaneo da parte dei minori. Non rilevò alcuna prova che fossero state commesse violenze o che facesse sorgere il sospetto che i minori ospitati rischiassero di subire maltrattamenti.

46. La Corte non è stata informata del seguito dato all'indagine.

II. IL DIRITTO INTERNO PERTINENTE

47. Il diritto interno pertinente nel caso di specie è descritto nella sentenza Errico c. Italia (n. 29768/05, §§ 23-26, 24 febbraio 2009).

IN DIRITTO

I. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 8 DELLA CONVENZIONE

48. Le ricorrenti lamentano che la loro separazione dai minori L. e S. e l'affidamento di questi ultimi per sette anni e mezzo hanno leso il loro diritto al rispetto della vita familiare sancito dall'articolo 8 della Convenzione, che recita:

«1. Ogni persona ha diritto al rispetto della propria vita privata e familiare, del proprio domicilio e della propria corrispondenza.

2. Non può esservi ingerenza di una autorità pubblica nell'esercizio di tale diritto a meno che tale ingerenza sia prevista dalla legge e costituisca una misura che, in una società democratica, è necessaria alla sicurezza nazionale, alla pubblica sicurezza, al benessere economico del paese, alla difesa dell'ordine e alla prevenzione dei reati, alla protezione della salute e della morale, o alla protezione dei diritti e delle libertà altrui.»

49. Il Governo contesta questa tesi.

A. Obiezione preliminare

50. Il Governo contesta la natura dell'atto con cui è stata adita la Corte depositato dalle ricorrenti, in quanto considera che queste ultime hanno presentato soltanto una domanda di misure provvisorie, ai sensi dell'articolo 39 del regolamento della Corte, e non hanno presentato un ricorso sul merito relativo alle lamentate violazioni degli articoli 3 e 8 della Convenzione. Di conseguenza, invita la Corte a limitare il suo controllo alla sola domanda di misure provvisorie, in nome del rispetto del principio del contraddittorio.

51. Le ricorrenti affermano che il loro ricorso sul merito, che solleva doglianze relative agli articoli 3 e 8 della Convenzione, era accompagnato da una richiesta di misure provvisorie ai sensi dell'articolo 39 del regolamento della Corte. A questo proposito, esse indicano che, dopo avere respinto la loro domanda di misure provvisorie, la Corte le ha invitate, con una lettera del 19 febbraio 2013, a indicare se desiderassero mantenere il ricorso. Una volta ricevuta la risposta affermativa da parte loro, la Corte ha proceduto alla comunicazione della causa al governo convenuto. Secondo le ricorrenti, questo dimostra che la Corte ha sempre considerato che la domanda sul merito è stata presentata contestualmente alla domanda di misure provvisorie.

52. Anzitutto la Corte rammenta che le condizioni più rigorose per la presentazione di un ricorso sono previste solo a partire dal 1° gennaio 2014 dal nuovo articolo 47 del suo regolamento. Ora, poiché il presente ricorso è stato presentato il 23 gennaio 2013, le ricorrenti non erano tenute a presentare il loro ricorso sul formulario fornito dalla

cancelleria della Corte (Strumia c. Italia, n. 53377/13, § 84, 23 giugno 2016).

53. Inoltre, per quanto riguarda il contenuto del ricorso, la Corte osserva che quest'ultimo comprendeva tutti gli elementi di fatto e di diritto necessari per l'esame delle doglianze relative agli articoli 3 e 8 della Convenzione, e osserva anche che, nello stesso formulario, le ricorrenti chiedevano l'applicazione di misure provvisorie ai sensi dell'articolo 39 del suo regolamento. Dopo aver respinto questa domanda di misure provvisorie, la Corte ha invitato le ricorrenti a indicare, senza altre formalità, se desiderassero mantenere il loro ricorso. Con lettera datata 5 marzo 2013, conformemente a una prassi consolidata seguita dinanzi alla Corte, gli avvocati delle ricorrenti hanno confermato che le stesse intendevano mantenere il ricorso. Quest'ultimo è stato quindi comunicato al governo convenuto, il che ha permesso di stabilire il contraddittorio tra le parti.

54. Per questi motivi, la Corte ritiene opportuno respingere l'eccezione preliminare del Governo per quanto riguarda la natura dell'atto con il quale è stata adita e la sua dedotta contrarietà al principio del contraddittorio.

B. Sulla ricevibilità

1. Sull'eccezione del governo convenuto per quanto riguarda la qualità della prima ricorrente per agire in nome e per conto dei figli

55. Il Governo contesta l'interesse legittimo della prima ricorrente ad agire in nome e per conto dei suoi figli, e chiede alla Corte di dichiarare il ricorso irricevibile per quanto riguarda i due minori. Il Governo afferma che, in seguito alla decisione del tribunale per i minorenni di sospendere la potestà genitoriale della prima ricorrente, la sola persona che ha la qualità per agire in nome e per conto dei minori è il tutore nominato dal tribunale.

56. Quanto alla possibilità di rappresentare un minore dinanzi alla Corte in caso di mancata detenzione della potestà genitoriale o sospensione di quest'ultima, il Governo ritiene che essa sia ammessa dalla Corte nella sola ipotesi di una controversia esistente tra il genitore e il tutore nominato dalle autorità giudiziarie e che, invece, in caso di conflitto esistente tra il genitore e le autorità giudiziarie, venga meno la legittimità del genitore ad agire. Pertanto, il Governo conclude che, nel caso di specie, la prima ricorrente avrebbe dovuto chiedere al tutore di presentare un ricorso in nome e per conto dei figli dinanzi alla Corte.

57. Le ricorrenti affermano, basandosi in particolare sulla sentenza Scozzari e Giunta c. Italia ([GC], nn. 39221/98 e 41963/98, CEDU 2000 VII), che, anche se il tribunale nazionale ha sospeso la potestà genitoriale della prima ricorrente, madre biologica dei minori, viene mantenuta la legittimità di quest'ultima ad agire in nome e per conto dei figli.

58. Rammentando il principio enunciato in materia nella sentenza Scozzari e Giunta (sopra citata, § 138), la Corte indica di avere riconosciuto in generale la legittimità ad agire del genitore biologico privato della potestà genitoriale, basandosi sulla considerazione fondamentale che ogni potenziale violazione dei diritti del minore dovrebbe essere da essa esaminata allo scopo di evitare il rischio che alcuni interessi dei minori vengano portati alla sua attenzione e che questi ultimi siano privati di una tutela effettiva dei diritti che riserva loro la Convenzione (N.Ts. e altri c. Georgia, n. 71776/12, §§ 52-54, 2 febbraio 2016, e A.K. e L. c. Croazia, n. 37956/11, §§ 46-50, 8 gennaio 2013). Pertanto, in questo ambito dovrebbe essere evitato qualsiasi approccio restrittivo o puramente tecnico (T. c. Repubblica ceca, n. 19315/11, §§ 90-91, 17 luglio 2014).

59. La Corte osserva che, nella presente causa, si afferma, in nome dei minori, che le decisioni adottate dalle autorità giudiziarie, di cui sono contestate la necessità e proporzionalità, hanno avuto degli effetti negativi sul benessere dei minori e sul loro rapporto con la prima ricorrente. Pertanto, anche se la prima ricorrente è stata oggetto di una sospensione della potestà genitoriale - misura che costituisce del resto uno dei fatti che hanno determinato la controversia che essa ha portato dinanzi alla Corte -, la sua

qualità di madre biologica permette di riconoscerle il potere di stare in giudizio dinanzi alla Corte anche a nome dei suoi figli (Scozzari e Giunta, sopra citata, § 138). Per di più, nella presente causa la Corte rileva che gli interessi della prima ricorrente sono in linea con quelli dei minori per quanto riguarda le affermazioni relative agli obblighi derivati dal diritto al rispetto della vita familiare. Pertanto, la Corte considera che la prima ricorrente possa agire anche in nome e per conto dei suoi figli al fine di tutelare i loro interessi.

60. La Corte considera pertanto doversi respingere l'eccezione preliminare del Governo per quanto riguarda il locus standi della prima ricorrente per rappresentare i suoi figli nella procedura dinanzi ad essa.

2. Conclusione sulla ricevibilità

61. Constatando che la doglianza relativa all'articolo 8 della Convenzione non è manifestamente infondata ai sensi dell'articolo 35 § 3 a) della Convenzione e non incorre in altri motivi di irricevibilità, la Corte la dichiara ricevibile.

C. Sul merito

1. Tesi delle parti

62. Le ricorrenti ritengono che l'allontanamento dei minori dal domicilio familiare, la loro presa in carico da parte dei servizi sociali e il loro collocamento in una casa famiglia, la restrizione del diritto di visita a un incontro in ambiente protetto al mese, nonché la sospensione della potestà genitoriale della prima ricorrente costituiscano delle misure contrarie all'articolo 8 della Convenzione. Esse lamentano che le autorità non abbiano fornito ragioni adeguate e sufficienti per giustificare la dedotta ingerenza nel loro diritto al rispetto della vita familiare che, per di più, secondo loro, non era motivata dall'esigenza di proteggere l'interesse superiore dei minori. Per quanto riguarda i disturbi della personalità della prima ricorrente, esse denunciano le decisioni del tribunale per i minorenni, basate principalmente sulla relazione presentata dal perito nel maggio 2010 (paragrafo 18 supra), in quanto sarebbero state superficiali e stereotipate. Esse criticano inoltre la decisione di sospensione della potestà genitoriale (paragrafo 31 supra), che non avrebbe tenuto conto dei progressi compiuti dalla prima ricorrente per quanto riguarda la sua personalità e le sue condizioni di vita. Infine, esse considerano che il collocamento dei minori in un istituto di accoglienza, di cui denunciano il carattere de facto permanente, non è stato seguito dalla messa in atto di misure alternative volte a favorire il ricongiungimento familiare.

63. Il Governo non contesta il fatto che il collocamento dei minori abbia costituito una ingerenza nel diritto delle ricorrenti al rispetto della loro vita familiare, ma indica tuttavia che le autorità nazionali si trovano in una posizione migliore per tenere conto dei vari interessi in gioco, in quanto sono in contatto diretto con le persone implicate, e godono pertanto di un ampio margine di apprezzamento.

64. Il Governo afferma che il disturbo «borderline» presentato dalla prima ricorrente e alcuni degli aspetti della personalità di quest'ultima - ossia, a suo parere, la sua fragilità, la sua immaturità e la sua instabilità emotiva - hanno avuto un impatto negativo sullo sviluppo dei figli, come sarebbe stato del resto indicato nelle perizie del 2010 e del 2014. Pertanto, secondo il Governo, le autorità nazionali hanno adottato le misure necessarie per la tutela dell'interesse superiore dei minori, allo scopo di rimuovere le cause all'origine della difficile situazione di abbandono materiale e morale nella quale si sarebbero trovati e, nel contempo, di instaurare un percorso terapeutico per un corretto sviluppo delle loro personalità fragili. In questo contesto, la riduzione progressiva del diritto di visita delle ricorrenti sarebbe stata dunque giustificata. A questo proposito, il Governo contesta la versione dei fatti delle ricorrenti e indica che il legame tra queste

ultime e i minori non è mai stato interrotto. Aggiunge che, a differenza della causa Zhou c. Italia (n. 33773/11, 21 gennaio 2014), la presente causa si caratterizza per il fatto che i giudici nazionali hanno garantito una revisione frequente della decisione di affidamento dei minori.

65. Quanto alla sospensione della potestà genitoriale, il Governo afferma che è stata disposta solo dopo il fallimento degli altri tentativi intrapresi per convincere la prima ricorrente a cooperare con le autorità. Inoltre, per quanto riguarda i motivi che spiegano il lasso di tempo rilevato tra la perizia del 19 maggio 2010 e quella del 17 novembre 2014, esso indica che la diagnosi di personalità «borderline» comporta una prognosi negativa circa le possibilità per l'individuo di ottenere progressi significativi a breve termine; il Governo aggiunge che per questo motivo la seconda perizia è stata disposta soltanto nel marzo 2014, dopo la segnalazione dei servizi sociali relativa a un miglioramento complessivo della situazione della prima ricorrente.

66. In conclusione, il Governo ritiene che le misure adottate nella presente causa siano state adeguate e proporzionate, nonché pienamente necessarie alla tutela dell'interesse superiore dei minori.

2. Valutazione della Corte

67. La Corte rinvia ai principi generali applicabili in materia, recentemente richiamati nelle sentenze Soares de Melo c. Portogallo (n. 72850/14, §§ 88-94, 16 febbraio 2016), R.M.S. c. Spagna (n. 28775/12, §§ 69-72, 18 giugno 2013), e Y.C. c. Regno Unito (n. 4547/10, §§ 133-139, 13 marzo 2012).

68. Tornando alla presente causa, la Corte osserva che non viene contestato che le decisioni con cui è stato disposto l'affidamento dei minori e inquadrato il diritto di visita hanno costituito una ingerenza nel diritto delle ricorrenti. La Corte rileva inoltre che queste ultime non hanno sostenuto che tali decisioni non erano fondate su una disposizione di legge o non perseguivano uno scopo legittimo. Essa osserva a questo proposito che la prima di tali esigenze, come definita dalla sua giurisprudenza, è stata rispettata e che, per quanto riguarda la seconda, relativa allo scopo legittimo perseguito, le misure adottate miravano alla tutela della integrità fisica e psichica dei minori.

69. Per quanto riguarda la «necessità» delle misure adottate dalle autorità, la Corte osserva che l'affidamento contestato, avvenuto in esecuzione di una decisione provvisoria adottata d'urgenza, è divenuto efficace il 18 settembre 2007, data in cui L. e S., che all'epoca avevano rispettivamente 7 e 2 anni, sono stati collocati nella casa famiglia «Rocca di Papa». La decisione in questione è stata confermata il 14 luglio 2008. La Corte constata che la decisione del tribunale per i minorenni era basata, da una parte sulla insalubrità del domicilio familiare e sull'inosservanza dell'ordine di bonifica dello stato dei luoghi e, dall'altra, sulla violazione dell'accordo di affidamento volontario dei minori (paragrafo 10 supra) e sull'impossibilità di dare i minori in custodia alla seconda ricorrente a causa della relazione conflittuale esistente tra quest'ultima e la prima ricorrente. In seguito, il rapporto di perizia sullo stato psichico e le capacità educative della prima ricorrente ha confermato le difficoltà di quest'ultima a provvedere ai bisogni dei suoi figli (paragrafo 18 supra).

70. Per quanto riguarda il diritto di visita, la Corte osserva che il tribunale per i minorenni ha deciso di limitare e inquadrare gli incontri allo scopo di preservare il benessere dei minori, soprattutto a causa dell'atteggiamento della prima ricorrente (paragrafo 17 supra), e che, successivamente, nel novembre 2012, il regime delle visite è stato limitato a una visita al mese.

71. La Corte constata poi che, dopo aver deciso la limitazione e l'inquadramento degli incontri, il tribunale per i minorenni ha disposto la collocazione dei minori presso una famiglia di accoglienza, tenuto conto dell'esigenza elementare di assicurare il loro sviluppo (paragrafo 25 supra). Essa osserva anche che, in seguito al fallimento di tale provvedimento, i minori sono tornati nella precedente casa famiglia prima di essere

trasferiti in due strutture diverse a partire dal mese di marzo 2013 (paragrafo 33 supra).

72. La Corte ammette che, in una causa come questa, i tribunali spesso si trovano ad affrontare interessi diversi, difficilmente conciliabili. Nella ricerca dell'equilibrio tra questi ultimi, l'interesse superiore del minore deve essere una considerazione fondamentale (P.F. c. Polonia, n. 2210/12, § 54, 16 settembre 2014).

73. Considerata la situazione materiale dell'abitazione della prima ricorrente, l'atteggiamento ostile, se non addirittura aggressivo, di quest'ultima nei riguardi del personale dei servizi sociali, il deteriorarsi dei rapporti tra la prima e la seconda ricorrente e il fatto che il legame familiare non è mai stato interrotto, la Corte ritiene che le autorità giudiziarie abbiano adottato le misure necessarie, giustificate da ragioni adeguate e sufficienti, alla tutela del benessere dei minori nel decidere di dare gli stessi in affidamento e nel disporre l'inquadramento del regime delle visite.

74. Per quanto riguarda il processo decisionale, è opportuno esaminare se le conclusioni delle autorità nazionali fossero basate su elementi di prova sufficienti (ivi comprese, all'occorrenza, dichiarazioni di testimoni, relazioni delle autorità competenti, perizie psicologiche e di altro tipo, e note mediche) e se le parti interessate, in particolare i genitori, abbiano avuto in misura sufficiente l'opportunità di partecipare alla procedura in questione (N.P. c. Repubblica di Moldavia, n. 58455/13, § 69, 6 ottobre 2015, e Saviny c. Ucraina, n. 39948/06, § 51, 18 dicembre 2008).

75. A questo proposito, la Corte osserva che, adottando il provvedimento di sospensione della potestà genitoriale in data 9 novembre 2012, il tribunale per i minorenni si è basato sul rapporto di perizia redatto il 19 maggio 2010 (paragrafo 31 supra).

76. Se è vero che, come afferma il Governo, un disturbo della personalità di tipo «borderline» non richiede di rinnovare periodicamente la perizia a causa di una impossibilità di valutare le prospettive di evoluzione a breve termine (paragrafo 65 supra), la Corte, senza voler prendere posizione sulla validità scientifica di tale asserzione, considera che da alcuni elementi della causa risulti non un cambiamento della situazione controversa che giustifichi il ritorno dei minori e il ricongiungimento familiare ma, almeno, una evoluzione positiva delle condizioni descritte nel primo rapporto di perizia.

77. In particolare, anzitutto, la Corte osserva che i minori sono stati esaminati dal personale medico dell'ospedale di Marino, che ha constatato che erano in buone condizioni di salute e che il rapporto madre-figli era positivo (paragrafo 8 supra). A differenza di altre cause che la Corte ha avuto occasione di esaminare, nella presente causa i minori non sono stati separati dalla madre né a causa di una situazione di violenza o di maltrattamento fisico o psichico, né a causa di condizioni di salute inquietanti (si veda, per la giurisprudenza ivi menzionata, Barnea e Caldararu c. Italia, n. 37931/15, §§ 73-74, 20 giugno 2017).

78. Inoltre, la Corte osserva che, contrariamente al perito del tribunale, il perito scelto nel 2010 dalla prima ricorrente ha ritenuto che la separazione dei minori dalla famiglia fosse estremamente nociva per il loro sviluppo (paragrafo 19 supra).

79. La Corte osserva anche che il rapporto relativo agli incontri organizzati in ambiente protetto (paragrafo 23 supra) riportava un miglioramento complessivo del comportamento della prima ricorrente nonché una evoluzione positiva delle relazioni tra quest'ultima e i figli, in quanto l'equipe dello «Spazio neutro» aveva osservato l'esistenza di legami affettivi forti e autentici tra l'interessata e i minori.

80. Inoltre, si deve osservare che il procuratore della Repubblica presso il tribunale per i minorenni, alla luce del rapporto di perizia redatto nel maggio 2010, ha chiesto al tribunale il proseguimento dell'attività di sostegno alla prima ricorrente ai fini di un riavvicinamento tra quest'ultima e i figli (paragrafo 20 supra). Si deve altresì notare che la procura ha respinto la domanda di avvio della procedura di accertamento dello stato di abbandono, che precede la dichiarazione di adottabilità, a causa del forte legame affettivo esistente tra la prima ricorrente e i minori (paragrafo 26 supra).

81. Infine, la Corte osserva che la corte d'appello di Roma, pur confermando il provvedimento con cui è stata disposta la collocazione dei minori in casa famiglia, ha

constatato che le condizioni di vita della prima ricorrente nel complesso erano migliorate (paragrafo 27 *supra*).

82. La Corte rammenta di avere già dichiarato, in alcune circostanze, che sono contrari all'articolo 8 della Convenzione i provvedimenti delle autorità giudiziarie pronunciati sulla base dei risultati di un vecchio rapporto di perizia senza aver preso in considerazione l'evoluzione della situazione concreta e senza avere chiesto l'aggiornamento del rapporto in questione al fine di verificare alcuni elementi che caratterizzano la situazione del caso di specie (*Improta c. Italia*, n. 66396/14, §§ 56, 4 maggio 2017, *Cincimino c. Italia*, n. 68884/13, §§ 73-74, 28 aprile 2016, e *R.M.S.*, sopra citata, § 89; si veda, a contrario, *Vautier c. Francia*, n. 28499/05, §§ 71, 74 e 75, 26 novembre 2009).

83. Nella fattispecie, la Corte osserva che il tribunale per i minorenni si è limitato a riprendere le considerazioni contenute nei provvedimenti precedenti, senza tenere conto dell'evoluzione della situazione controversa sopra descritta, e che si è basato su un rapporto di perizia redatto ventinove mesi prima, parzialmente contestato dal perito nominato dalla prima ricorrente, redatto sulla base delle sedute che avevano avuto luogo il 23 novembre 2009 e il 1° marzo e il 14 aprile 2010. La Corte osserva che la misura in questione, sicuramente provvisoria, riguardava comunque i diritti del genitore interessato, nella fattispecie la madre, e comportava di fatto la perdita della potestà genitoriale di quest'ultima sui figli. Per questo motivo, essa ritiene che sarebbe stato necessario rinnovare il rapporto di perizia prima di prendere una decisione relativa all'esercizio dei diritti genitoriali.

84. Per quanto riguarda la durata del procedimento complessivamente considerata, la Corte rammenta che, dal punto di vista dell'articolo 8 della Convenzione, un ritardo nel procedimento rischia sempre di risolvere la controversia con un fatto compiuto (*W. c. Regno Unito*, 8 luglio 1987, §§ 64-65, serie A n. 121, *D'Alconzo c. Italia*, n. 64297/12, § 64, 23 febbraio 2017, *Solarino c. Italia*, n. 76171/13, § 39, 9 febbraio 2017, e *Covezzi e Morselli c. Italia*, n. 52763/99, § 136, 9 maggio 2003).

85. Nella fattispecie, la Corte constata che il provvedimento provvisorio del 7 settembre 2007 è stato confermato soltanto dieci mesi dopo la sua adozione (paragrafo 14 *supra*). Dieci mesi sono intercorsi anche tra il provvedimento che ha disposto la prima perizia di tribunale e la presentazione del relativo rapporto al tribunale per i minorenni. Peraltro, la Corte ritiene che il lasso di tempo trascorso tra le due perizie del tribunale, di circa quattro anni e sei mesi, non possa essere giustificato, in particolare se si tiene conto dei cambiamenti della situazione controversa evocati *supra*. Più in generale, la Corte considera che il tribunale per i minorenni si sia a volte limitato a reagire alle richieste dei minori invece di dare esso stesso un proprio impulso alla procedura. In effetti, tale tribunale non ha proceduto con la celerità necessaria al collocamento dei minori in casa famiglia, ma ha piuttosto reagito all'insistenza, se non addirittura alla tenacia, di L., che ha ottenuto da tale giurisdizione una decisione rapida nello spazio di qualche settimana (paragrafo 24 *supra*). Nello stesso senso, invece di tenere conto delle conclusioni del secondo rapporto di perizia e di adottare le eventuali misure che si rendevano necessarie (paragrafo 37 *supra*), il tribunale per i minorenni ha solo preso atto della scelta del minore di ritrovare la sua famiglia quando quest'ultimo, allora adolescente, è scappato due volte dalla struttura di accoglienza per recarsi al domicilio della seconda ricorrente, dove abitava la prima ricorrente (paragrafi 38 e 40 *supra*).

86. Pertanto, alla luce di quanto sopra esposto, la Corte considera che il processo decisionale non abbia soddisfatto le esigenze procedurali inerenti all'articolo 8 della Convenzione.

87. La Corte conclude di conseguenza che lo Stato ha contravvenuto nei confronti delle ricorrenti agli obblighi positivi posti a suo carico dall'articolo 8 della Convenzione. Pertanto, vi è stata violazione di tale disposizione.

II. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 3 DELLA CONVENZIONE

88. Le ricorrenti denunciano una violazione del diritto di L. e S. a non essere sottoposti a trattamenti inumani e degradanti. Esse invocano l'articolo 3 della Convenzione, che recita:

«Nessuno può essere sottoposto a tortura né a pene o trattamenti inumani o degradanti.»

89. Il Governo ritiene che questa doglianza sia manifestamente infondata, e sostiene che non è stata fornita alcuna prova per quanto riguarda i denunciati maltrattamenti di cui i minori sarebbero stati vittime all'interno della casa famiglia «Rocca di Papa» e che neanche la ferita di L., suturata all'ospedale, possa essere considerata una prova dell'esistenza di un maltrattamento, in quanto sarebbe semplicemente la conseguenza di un evento aleatorio e frequente nell'esistenza di un bambino. Il Governo aggiunge, senza fornire precisazioni di ordine temporale, che il procuratore della Repubblica di Velletri ha avviato un'inchiesta preliminare al termine delle indagini condotte dal commissariato di polizia di Frascati sulle denunce presentate dalla prima ricorrente, che il presidente del tribunale per i minorenni ha visitato la casa famiglia e ha incontrato i minori che vi erano ospitati e che, in ogni caso, nessuno dei minori si è lamentato di essere stato oggetto di maltrattamenti in quella struttura.

90. Le ricorrenti rispondono che un obbligo positivo di protezione e di prevenzione delle persone vulnerabili, tra cui i minori, incombe sugli Stati e che tale obbligo può arrivare al punto di diventare un obbligo di assistenza nel caso in cui tali persone siano sottoposte al controllo delle autorità nazionali. Esse affermano che L. e S. sono state vittime di negligenze e di violenze durante la loro permanenza nella casa famiglia «Rocca di Papa», il che sarebbe confermato dalle dichiarazioni del personale della struttura.

91. La Corte rammenta che le denunce di maltrattamenti contrari all'articolo 3 della Convenzione devono essere suffragate da elementi di prova adeguati (Klaas c. Germania, 22 settembre 1993, § 30, serie A n. 269, Erdagöz c. Turchia, 22 ottobre 1997, § 40, Recueil des arrêts et décisions 1997 VI, e Jalloh c. Germania [GC], n. 54810/00, § 67, CEDU 2006 IX).

92. A questo proposito, la Corte ritiene che, nel caso di specie, le autorità incaricate delle indagini abbiano reagito rapidamente alle denunce della prima ricorrente per accertare i fatti denunciati (paragrafo 43 supra). Secondo le ultime informazioni di cui dispone la Corte, il presidente del tribunale per i minorenni, che ha visitato la casa famiglia e ha incontrato i minori che vi erano ospitati, non ha rilevato alcun elemento che possa confermare le deduzioni delle ricorrenti (paragrafo 45 supra). Peraltro, queste ultime non hanno informato la Corte delle conclusioni e dell'eventuale seguito dell'indagine preliminare, limitandosi a presentare un articolo di stampa che riferiva la chiusura di un procedimento penale relativo a altri fatti che si sarebbero verificati all'interno della casa famiglia «Rocca di Papa».

93. Pertanto, la Corte considera che questo motivo di ricorso sia manifestamente infondato e debba essere rigettato, in applicazione dell'articolo 35 §§ 3 e 4 della Convenzione.

III. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

94. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,

«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»

A. Danno

95. Le ricorrenti richiedono le somme di 50.000 euro (EUR) per la prima ricorrente, di 30.000 EUR per la seconda ricorrente e di 30.000 EUR per ciascuno dei figli per i danni materiale e morale subito secondo loro a causa della dedotta violazione degli articoli 3 e 8

della Convenzione.

96. Il Governo ritiene che le somme richieste siano eccessive e considera che, se la Corte dovesse giungere a una constatazione di violazione della Convenzione, una tale constatazione costituirebbe una importante misura compensatoria per le ricorrenti in quanto, a suo parere, il ricorso offerto dall'articolo 34 della Convenzione non è stato sicuramente proposto a fini economici. Inoltre, per quanto riguarda le somme richieste per i figli, il Governo le considera infondate in quanto le ricorrenti non hanno la qualità per agire in nome dei minori.

97. La Corte considera doversi accordare congiuntamente alle ricorrenti la somma di 12.000 EUR per il danno morale.

B. Spese

98. Le ricorrenti chiedono anche la somma di 9.464 EUR per le spese sostenute dinanzi ai giudici nazionali e la somma di 30.831,84 EUR per quelle sostenute dinanzi alla Corte.

99. Il Governo contesta queste pretese.

100. Secondo la giurisprudenza della Corte, un ricorrente può ottenere il rimborso delle spese sostenute solo nella misura in cui ne siano accertate la realtà e la necessità, e il loro importo sia ragionevole. Nel caso di specie, tenuto conto dei documenti in suo possesso e della sua giurisprudenza, la Corte ritiene ragionevole la somma complessiva di 12.000 EUR per tutte le spese e la accorda alle ricorrenti.

C. Interessi moratori

101. La Corte ritiene appropriato basare il tasso degli interessi moratori sul tasso d'interesse delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea maggiorato di tre punti percentuali.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

1. Dichiara il ricorso ricevibile per quanto riguarda la doglianza relativa all'articolo 8 della Convenzione e irricevibile per il resto;
2. Dichiara che vi è stata violazione dell'articolo 8 della Convenzione;
3. Dichiara
 - a. che lo Stato convenuto deve versare alle ricorrenti, entro tre mesi, le somme seguenti:
 - i. 12.000 EUR (dodicimila euro) più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta, per il danno morale;
 - ii. 12.000 EUR (dodicimila euro) più l'importo eventualmente dovuto dalle ricorrenti a titolo di imposta per le spese;
 - b. che a decorrere dalla scadenza di detto termine e fino al versamento tali importi dovranno essere maggiorati di un interesse semplice a un tasso equivalente a quello delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea applicabile durante quel periodo, aumentato di tre punti percentuali;
4. Respinge la domanda di equa soddisfazione per il resto.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 12 luglio 2018, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Abel Campos
Cancelliere

Kristina Pardalos
Presidente





180200036180